

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

L'inflation est-elle de retour?

La politique monétaire des banques centrales est suspecte

par Werner Wüthrich

Trop longtemps les citoyens se sont désintéressés des questions monétaires et du système bancaire. C'est là une des nombreuses causes de la crise financière qui a peu à peu démythifié tout d'abord les directeurs des grandes banques, puis les gouvernements, et maintenant les responsables des banques centrales. Mais les choses ont changé. Non seulement les politiques et les associations, mais également de nombreux citoyens se réunissent, réfléchissent et discutent du système monétaire, officiellement ou dans des cercles privés, comme il convient à une société civile responsable. Et c'est bien ainsi. L'article ci-dessous vise à apporter une contribution au débat.

La plus importante organisation économique de Suisse, *economiesuisse*, a publié récemment un document intitulé «Kehrt die Inflation zurück?» («L'inflation est-elle de retour?»). Ses deux auteurs, de l'Université de Saint-Gall, critiquent la politique actuelle des banques centrales. Nous allons résumer ici les principales thèses de cette étude et les illustrer d'exemples fournis par des événements récents. Les auteurs présentent leur étude sous forme de thèses car la complexité des problèmes ne permet pas d'effectuer des pronostics sûrs.

«Quantitative easing» 1 et 2

Auparavant, on parlait de «planche à billets» que les politiques décidaient, en collabora-



La Banque centrale américaine (FED) à Washington. «De nombreux indices parlent malheureusement en faveur de ce scénario inflationniste. Par conséquent, une politique monétaire restrictive des banques centrales visant le retour à la stabilité des prix conduirait à une récession mondiale. La réduction de l'énorme excédent de liquidités global va coûter très cher. Plus on attendra, plus graves seront les conséquences pour l'économie globale.» (photo Reuters)

tion avec les banques centrales, de faire fonctionner lorsqu'ils ne savaient plus que faire ou lorsqu'ils menaient une guerre ou en préparaient de nouvelles. Pour dissimuler la réalité, on parle aujourd'hui de «quantitative easing», c'est-à-dire d'«assouplissement

quantitatif». Le patron de la FED *Ben Bernanke* a été le premier à procéder ainsi. En novembre 2008, il annonça le programme QE1. Il acheta alors avec des dollars nouvellement émis des quantités de titres: pour 175 milliards d'emprunts des géants du refi-

nancement hypothécaire *Fanny Mae* et *Fred-die Mac* (qui jouent tous les deux un rôle central dans la crise américaine de l'immobilier), pour 300 milliards d'emprunts d'Etat américains et pour 1250 milliards de titres hypothécaires problématiques. Cette politique était censée stabiliser le marché de l'immobilier.

Or cet objectif n'a pas été atteint. Les marchés financiers se sont certes un peu calmés, pour diverses raisons, mais le marché de l'immobilier n'est absolument pas assaini.

Il y a quelques semaines, la *Banque centrale américaine* a annoncé le programme QE2, de moindre ampleur que le QE1: Alors que le premier était de 1750 milliards de dollars, le second, de 600 milliards, est à peu près 3 fois moins important.

D'autres banques centrales ont emboîté le pas à la FED. La *Bank of England* a pratiqué également le «quantitative easing» en rachetant des emprunts d'Etat du gouvernement avec 200 milliards de livres nouvellement créées. Et Londres a déjà annoncé d'autres mesures. Le Japon et la *Banque centrale européenne (BCE)* procèdent de même. On ne saurait douter que la BCE continuera de faire fonctionner encore davantage la «planche à billets» (ou plutôt son équivalent électronique), en particulier pour racheter des emprunts d'Etat pourris. Le capital propre de

Suite page 2

Les Etats lors de la crise de l'endettement – crise de liquidités et surendettement

ww. Un pays subit une crise de liquidités lorsqu'il passe par des difficultés financières et que sa capacité de paiement n'est plus assurée passagèrement. Dans de telles situations, l'octroi de crédits est tout à fait adéquat. Si l'insolvabilité est patente ou l'endettement excessif, la capacité de paiement du pays est mise en question durablement. Des crédits supplémentaires n'améliorent pas la situation qui, bien au contraire, empire, car un surendettement ne s'élimine pas en contractant davantage de dettes. Dans ce cas, seule l'épargne et un assainissement soigneusement planifié permettent de rétablir la situation. Font partie de ces mesures des coupes parfois douloureuses et des programmes draconiens, qui peuvent déclencher une véritable crise d'ajustement. La raison en est claire: sur le plan des dépenses publiques figurent des entreprises et des particuliers qui reçoivent ces fonds. Si ces dépenses font défaut ou que les impôts sont majorés, les dépenses doivent être ajustées et chacun doit se serrer la ceinture.

Exemples actuels: La Grèce a «gelé» les rentes de ses retraités, réduit les salaires des fonctionnaires et prévu des coupes sombres dans les assurances sociales. La taxe à la valeur ajoutée doit être majorée de deux points de pourcentage. L'Italie et le Portugal ont décidé également de procéder à des coupures. L'Irlande s'apprête à licencier 250 000 fonctionnaires. Des taxes de toutes natures seront majorées et un nouvel impôt foncier sera établi.

Dévalorisation de l'argent

En règle générale, la réduction de l'endettement s'effectue par les voies sui-

vantes: il faut accroître les recettes ou réduire les dépenses ou en interrompre le remboursement. Seul l'Etat a une autre possibilité: Grâce au monopole d'émission de papier-monnaie qu'il exerce par l'intermédiaire de la banque centrale, il peut créer de l'argent et, partant, assurer le service de la dette, ce qui aboutit tôt ou tard à la dévalorisation de la monnaie.

L'inflation est une arme à double tranchant. Si la valeur des dettes diminue, la même évolution frappe l'épargne et les fonds que les citoyens versent aux caisses de pension pendant de nombreuses années. Ce processus exerce les mêmes effets que les impôts sur les citoyens. L'Etat réduit élégamment la valeur de sa dette sans devoir exiger directement la création de nouveaux impôts. L'expérience montre que les gouvernements considèrent une forte dévalorisation de la monnaie comme moyen éprouvé permettant de réduire un endettement massif. Toutefois, cette voie est interdite aux divers membres de l'Union européenne, la BCE étant la seule à pouvoir «imprimer» de la monnaie pour tous.

Aux Etats-Unis, de plus en plus de voix (celle du prix Nobel *Paul Krugman*, par exemple) retentissent, qui réclament ouvertement une inflation «contrôlée» pour réduire les dettes. Elles parlent de «réflation» comme objectif de la politique monétaire. Cependant, d'aucuns contestent que l'inflation puisse vraiment être contrôlée. De hautes vagues de renchérissement ont toujours exercé des effets catastrophiques jusqu'à maintenant, sur la population tout au moins.

Union de transferts

Une autre possibilité de résoudre une crise de surendettement consiste à effectuer des transferts de fonds. Les membres économiquement les plus forts sont incités à reprendre la charge des autres. Toutefois, cette méthode ne permet pas de résoudre les problèmes des pays faibles, car ceux-ci ne sont pas incités à se planter sur leurs propres jambes. En lieu et place, un système est érigé pour tirer également les forts dans l'abîme. Plus judicieuse semble une aide généreuse accompagnée, lors d'un nouveau début.

Assainissement dans l'ordre

Il reste la possibilité de mettre de l'ordre dans un budget aux dettes excessives en adoptant des mesures d'assainissement et en invitant les créanciers à renoncer à une partie de leurs créances. Ceux-ci devraient accepter de subir une «coupe de cheveux», comme on dit dans le jargon de la branche. Cette voie s'impose si l'épargne à elle seule aboutit à une situation insupportable et ne suffit pas à résoudre le problème.

Une question se pose cependant: lorsqu'une entreprise privée voit son endettement dépasser son patrimoine, son patrimoine dépasser moins que son endettement et la moitié de son capital net ou plus que cette somme, la loi règle exactement comment procéder (en Suisse, article 725 du Code des obligations). Les actionnaires se rencontrent par exemple lors d'une assemblée générale et prennent des mesures d'assainissement. Le cas échéant, ils concluent avec

les créanciers une convention qui réduit la charge de la dette et assure ainsi la survie de l'entreprise.

De telles règles font défaut dans le cas d'Etats endettés à l'excès. Il n'est pas fixé non plus avec précision à quel moment le surendettement de l'Etat survient, ni s'il faut procéder à un assainissement. Il y a cependant des affaires exemplaires récentes, dont on peut tirer les leçons, comme la crise de l'endettement dans l'Amérique du Sud des années quatre-vingt ou de l'Argentine de 2002.

L'Islande pourrait bénéficier d'un assainissement si la population s'en tient à la décision populaire de ne pas rembourser les dettes anciennes du secteur banque en ligne de la banque en faillite *Kaupthing*. Au début de 2010, les citoyens islandais avaient refusé ce plan à raison de 93% de Non, bien que le Parlement l'eût adopté. Ces résultats reflètent l'écart considérable qui s'est creusé entre les politiciens et le peuple, et cela non seulement en Islande.

Dans la crise de l'euro, il y a, outre l'inflation envisagée délibérément, voire stimulée volontairement, deux options seulement: une union de transferts ou une consolidation de la dette dans le cadre d'un assainissement dans l'ordre, ce qui constituerait le moindre mal à mon avis.

Sous les pressions de la chancelière allemande, *Angela Merkel*, le récent sommet de l'UE a décidé d'envisager des mesures d'assainissement des finances publiques, mais de ne les réaliser qu'après 2013, ce que l'économiste des Etats-Unis *Nouriel Roubini* considère comme trop tardif.

«L'inflation est-elle de retour?»

suite de la page 1

la BCE devrait prochainement être doublé au moyen de contributions de ses membres afin de couvrir les pertes futures.

Comment en est-on arrivé là ?

Dans de nombreux pays, la politique des banques centrales s'accompagne de mesures de sauvetage de l'économie et des banques qui atteignent des sommes records et ont augmenté de manière considérable la dette publique. Mais ce n'est pas la seule raison de la situation actuelle. L'énorme endettement actuel est l'aboutissement de montagnes de dettes qui se sont accumulées pendant quatre décennies et qui avaient déjà atteint un niveau inquiétant avant la crise. La dette souveraine des Etats-Unis, p. ex., a presque doublé au cours des cinq dernières années et va dépasser ces jours-ci 14 000 milliards de dollars. Et ce montant ne comprend pas les dettes inquiétantes des communes et des Etats fédérés.

La politique monétaire des banques centrales est-elle réaliste?

Dans la vie ordinaire, chacun doit fournir un travail avant d'être payé. Contrairement à autrefois, les banques centrales procèdent de manière inverse: elles créent à partir de rien de l'argent avec lequel ceux qui le reçoivent peuvent acheter des biens et des services que les autres ne peuvent obtenir qu'en travaillant dur. Est-ce sain? A qui cela profite-t-il? Qui est désavantagé? Quel est l'objectif de cette politique? Ben Bernanke, le patron de la FED, veut relancer l'économie et réduire le chômage avec de l'argent bon marché, créé de toutes pièces. Les banques reçoivent cet argent afin d'accorder des prêts censés permettre la création d'emplois. On espère ainsi ramener le chômage à 5%, taux jugé «normal» alors qu'il est aujourd'hui d'un peu moins de 10%.

Cela va-t-il fonctionner? En 2009, les banques américaines ont accordé 1000 milliards de crédits de plus qu'en 2008. En 2010, la situation était différente. De nombreux Américains ont pris conscience du fait qu'ils ont longtemps vécu au-dessus de leurs moyens. Ils ont commencé à rembourser leurs dettes, ce qui est en soi réjouissant (et devrait continuer pendant de longues années). L'année dernière, ils ont remboursés plus de dettes qu'ils n'en ont contractés. Certains particuliers et certaines entreprises commencent à se débarrasser de leurs dettes. Mais cela ne crée

guère d'emplois. Depuis le début de la crise, 7,5 millions d'emplois ont été supprimés et n'ont pas été recréés jusqu'ici.

Selon les dernières statistiques, le chômage se maintient entre 9 et 10%. Si on le mesure selon les méthodes des années 1930, il touche plus de 20% de la population active. Mais aujourd'hui, on ne comptabilise que les demandeurs d'emploi indemnisés par l'assurance-chômage. Qu'est-ce que cela signifie? Des millions d'Américains ne contribuent pas au développement économique du pays bien que la situation se soit un peu améliorée et qu'un petit nombre d'emplois aient été créés. Le taux d'activité – la part des actifs dans la population totale – continue de baisser et n'a jamais été aussi bas qu'aujourd'hui. Le nombre des bénéficiaires de bons alimentaires (*Supplemental Nutrition Assistance Program*) a atteint 43 millions, un record.

De l'argent créé comme par miracle

Aujourd'hui, les banques peuvent créer des billets de banque en appuyant sur un bouton. Cependant, elles ne peuvent pas vraiment décider de la destination de cet argent. Ces dernières années, les Etats-Unis et d'autres pays ont délocalisé une partie importante de leur production à l'étranger, vers des pays comme la Chine, les Philippines, la Corée, l'Indonésie et également l'Amérique du Sud, où les salaires sont inférieurs. Les «merveilleux» appareils d'Apple sont vendus partout dans le monde parce qu'ils permettent si bien de téléphoner, de jouer, de surfer sur Internet, etc. L'entreprise américaine fait des profits records mais ne crée que peu d'emplois aux Etats-Unis parce que ces appareils sont fabriqués en Asie. Comme le précise la société, ils sont «conçus en Californie et produits en Chine».

Aujourd'hui, d'immenses secteurs économiques seraient nécessaires pour réduire vraiment le chômage. En théorie, les emplois perdus dans l'industrie devraient être compensés par des emplois créés dans les services. Mais est-ce réaliste? Peut-on y offrir des emplois à des millions de chômeurs. On se rend compte de plus en plus que des problèmes structurels comme le taux élevé de chômeurs ne peuvent pas être résolus en faisant fonctionner la planche à billets.

«Argent vagabond»

Qu'advient-il de cet argent nouvellement créé qui ne circule pas ou pas comme il devrait? Il «se promène» et crée de la croissance et de la prospérité dans d'autres parties du monde. Mais est-ce vrai? Les auteurs de l'étude d'*economiesuisse* parlent dans leurs thèses d'«argent vagabond» qui va avant tout dans les pays où les investisseurs escomptent d'importants profits parce qu'ils sont prospères, qu'ils n'ont pas traversé de crise immobilière et ne sont touchés par la crise financière que de manière marginale.

Il s'agit notamment du Brésil, qui vit une période de prospérité. Pendant le seul mois d'août dernier, 242 000 emplois ont été créés. Les salaires, l'inflation et également les taux d'intérêts augmentent. Les ventes de voitures ont atteint des records. On construit un grand nombre de maisons. Le taux de chômage n'a jamais été aussi bas dans l'histoire du Brésil. A première vue, c'est très réjouissant.

Mais quand on y regarde de plus près, on se met à en douter. L'argent des spéculateurs étrangers stimule artificiellement la croissance et provoque une situation malsaine et fragile. On observe déjà des signes de surchauffe, de boom immobilier et de «bulle immobilière». La hausse des taux d'intérêts pourrait provoquer un effondrement de la conjoncture, avant tout parce que les propriétaires de maisons ne pourront plus payer les intérêts ou que les consommateurs se verront incapables de rembourser les dettes qu'ils ont contractées à la légère. Ce phénomène nous est maintenant très familier. Les Américains, les Espagnols, les Irlandais notamment en savent quelque chose.

A cela s'ajoute le fait que les spéculateurs étrangers reprennent vite leur argent quand l'horizon économique commence à s'assombrir. Il y a dix ans, lors de la crise asiatique, de nombreux pays en ont fait l'expérience. Les fonds spéculatifs étrangers, avant tout, ont causé d'importantes difficultés financières à ces pays lorsqu'ils ont stimulé artificielle-

La dette publique des Etats-Unis

Fin décembre, la dette publique des Etats-Unis a dépassé la marque de 14 billions de dollars! Pour accumuler le dernier billion (1000 milliards), il n'a fallu que sept mois. Fin 2008, elle s'élevait encore à 10 billions de dollars. Au mois de février 2010 le président américain Obama avait augmenté la limite supérieure pour la dette publique à 14,3 billions de dollars, maintenant il doit d'urgence imposer un élargissement de ce cadre. Préalablement, de nombreux députés ont réclamé des mesures d'épargne vigoureuses dont ils font dépendre leur accord. On a déjà pensé à des épargnes intenses dans le secteur de la sécurité sociale et de la santé, un peu aussi dans le secteur de l'armement. Selon un sondage actuel fait par *Vanity Fair* et *CBS*, 61% des personnes interrogées étaient, avant toute autre mesure, pour une augmentation des impôts demandés aux riches. Les Républicains s'étaient récemment engagés avec succès pour les réductions fiscales décidées sous George W. Bush, lesquelles facilitent avant tout la vie des riches et des super riches. En deuxième place viennent, avec un grand écart – les revendications de la réduction des dépenses dans le secteur de l'armement. Il n'y en a que 35% qui soutiennent encore la guerre en Afghanistan. La situation financière fatale a aussi saisi maintenant en plein les Etats fédérés et de nombreuses communes. On y a décidé des mesures d'épargne, que nous Européens ne pouvons même pas (encore) imaginer:

A Detroit, la moitié des écoles ont été fermées, ce qui fait monter le nombre d'élèves par classe à 62. Le maire de Detroit veut réduire de 20% les dépenses pour la police et pour l'enlèvement des ordures ménagères. Le maire de New York Michael Bloomberg a fermé 20% des sapeurs-pompiers, et veut procéder à des licenciements dans toutes les administrations publiques. Le gouverneur de New York Andrew

Cuomo veut fermer 20% des services de l'Etat. La législative d'Illinois a adopté une hausse des impôts sur les revenus de 66% et elle n'a plus payé ses fonctionnaires depuis six mois, a déclaré le ministre des Finances Dan Hynes sur CBS. A Prichard, en Alaska, les retraités ne reçoivent plus de retraites. Le gouverneur de New Jersey a interrompu le paiement des retraites s'élevant à 3,1 milliards de dollars.

- New Jersey doit quand même remplir une lacune budgétaire de 10 milliards de dollars bien qu'un milliard ait déjà été économisé par des réductions faites dans les écoles et par le licenciement de professeurs.
- A Newark, les réductions drastiques des dépenses policières ont mené à une augmentation nette du taux de délinquance.
- La deuxième ville la plus dangereuse aux Etats-Unis, Camden, a licencié la moitié des agents de police à cause des problèmes financiers.
- En Géorgie, le Clayton County a aboli les services d'autobus publics pour faire des économies s'élevant à 8 millions de dollars.
- La police d'Oakland ne réagira plus à certains incidents, car sa capacité est réduite après des mesures d'épargne. Parmi les cas auxquels on ne réagira plus, comptent les dégâts faits aux voitures, le vol qualifié et les infractions.
- L'Arizona ne paie plus les transplantations d'organes pour les personnes assurées dans le programme de santé d'Etat Medicaid. L'Arizona a vendu les bâtiments du Capitole, de la Cour Suprême et de l'administration à cause des nécessités financières.
- Partout aux Etats-Unis, les dégâts sur les routes asphaltées ne sont plus réparés. Les trous sont remplis par du gravier, ce qui revient moins cher.

Source: Interinfo, février 2011, n° 386

Les missions de la Banque nationale suisse selon la Constitution et la Loi

ww. Selon l'article 99 de la Constitution fédérale, la mission principale de la Banque nationale suisse (BNS) est la suivante: «En sa qualité de banque centrale indépendante, la Banque nationale suisse mène une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays.» Quant à l'article 5 de la Loi fédérale sur la Banque nationale, il stipule que:

1. La Banque nationale conduit la politique monétaire dans l'intérêt général du pays. Elle assure la stabilité des prix. Ce faisant, elle tient compte de l'évolution de la conjoncture. [...]

La BNS a eu recours à des méthodes peu conventionnelles ces deux dernières années. Elle a surtout acheté des quantités excessives d'euros grâce à de l'argent nouvellement créé, avec des résultats douteux. Elle a ainsi presque triplé son bilan parallèlement à la FED et à la BCE – et a pris de grands risques pour elle-même et pour le pays. Cela s'est produit alors que la Suisse est beaucoup moins touchée par la crise de l'endettement que d'autres pays. Les dirigeants de la BNS ont-ils cédé à des pressions extérieures les poussant à adapter de manière synchronisée leur politique à une tendance séduisante mais illusoire?

ment la croissance puis se sont retirés rapidement lorsque leurs attentes ont été déçues.

De nombreux pays asiatiques et surtout des pays d'Amérique du Sud prennent aujourd'hui des mesures pour freiner l'afflux exagéré et dangereux de dollars. Ainsi, la Corée du Sud a déjà promulgué des lois visant à réduire l'afflux de capitaux étrangers. L'Indonésie fait de même. Le Brésil et la Thaïlande ont augmenté les impôts des étrangers qui vendent des titres dans ces pays.

Pourquoi l'inflation est-elle encore à peine visible?

Economiesuisse soulève dans ses thèses une autre question essentielle: Pourquoi le «quantitative easing», c'est-à-dire le doublement, voire le triplement de la masse monétaire dans beaucoup de pays n'ont-ils pas depuis longtemps entraîné une dévaluation?

Les auteurs de l'étude avancent différentes raisons: Tout d'abord, l'expérience a montré qu'il faut 3 à 4 ans pour que les prix augmentent. Certains facteurs accélèrent le phénomène et d'autres le ralentissent: Ainsi l'automatisation progressive de la production freine la hausse des prix. Elle a eu pour résultat qu'en bien des endroits les capacités industrielles ne sont pas pleinement utilisées. Avec l'appareil de production actuel, on pourrait produire davantage. En d'autres termes, l'offre potentielle est plus importante que la demande.

La concurrence globale a le même effet. Par exemple, si le groupe VW voulait augmenter ses prix de 10%, de nombreuses personnes dans le monde entier préféreraient acheter des voitures françaises ou japonaises dont les usines ne tournent pas à plein régime et seraient heureuses de vendre leurs voitures à l'ancien prix.

L'argent nouvellement émis par les banques centrales est certes prêt à créer une demande supplémentaire dans les pays occidentaux touchés par la crise, mais pour le moment le phénomène est peu perceptible.

Les Américains, par exemple, consomment moins. Malgré de faibles taux d'intérêts, ils ont commencé à épargner et ils remboursent leurs dettes. L'argent frais cherche une autre utilisation et commence à «vagabonder», comme le montrent les auteurs de l'étude d'*economiesuisse*. Il sert à acheter des titres et s'investit dans les Bourses des matières premières dont certaines enregistrent de nouveaux records. Ou il s'investit – comme nous l'avons dit – dans les pays d'Asie ou d'Amérique du Sud qui ont été moins touchés par la crise et où les investisseurs étrangers escomptent des rendements élevés.

L'inflation revient

La politique monétaire extrêmement expansive d'aujourd'hui augmente considérablement la masse monétaire en circulation. Cependant l'effet sur les prix se fait sentir avec un

Suite page 3

Des pays de l'UE pillent les retraites de leurs citoyens

UE: Cinq pays de l'UE – la Bulgarie, la Pologne, l'Irlande, la France et la Hongrie – veulent saisir une partie, voire la totalité des plans de retraite complémentaire de leurs citoyens afin de réduire la dette publique.

A Bruxelles, l'écrasante majorité des eurocrates s'attendent à ce que le fonds d'aide de l'UE de 440 milliards d'euros pour les pays en faillite soit au moins doublé d'ici à l'été 2011. En outre, les gouvernements européens, les banques et les entreprises ont besoin, pour leur financement de cette année, de la somme colossale de 2400 milliards d'euros. Le sauvetage de l'euro, s'il est encore possible, coûtera aux contribuables beaucoup plus qu'annoncé. On ne voulait pas les inquiéter.

Source: Interinfo, février 2011, n° 386

«L'inflation est-elle de retour?»

suite de la page 2

retard considérable. «La politique monétaire d'aujourd'hui détermine le taux d'inflation d'après-demain.» (*economiesuisse*). Certes, les responsables des banques centrales affirment que dans les pays occidentaux le renchérissement sera limité et qu'ils seront vigilants, mais ils se gardent de faire des pronostics pour les prochaines années.

Voici un exemple actuel: Le 3 février, le Conseil de la BCE a décidé de poursuivre sa politique monétaire expansive et de maintenir son taux directeur à 1% malgré l'inflation. Son président *Jean-Claude Trichet* a déclaré qu'il ne voyait là aucun risque pour la stabilité des prix et que la BCE n'avait aucune raison de modifier sa politique monétaire.

Or il n'y a pas uniquement des facteurs qui ralentissent l'apparition de l'inflation: il y en a aussi qui l'accélèrent:

1. Les prix des matières premières, de l'énergie et des denrées alimentaires augmentent considérablement sur les marchés mondiaux. Le pétrole coûte de nouveau 100 dollars, le prix du minerai de fer a presque doublé, ceux du gaz et de l'électricité ont, en Allemagne, augmenté de 25%, ceux des céréales ont augmenté de presque 50% dans les Bourses des matières premières, celui du coton a doublé, etc. Et comme d'habitude, la spéculation renforce la tendance.



«La politique monétaire extrêmement expansive d'aujourd'hui augmente considérablement la masse monétaire en circulation. Cependant l'effet sur les prix se fait sentir avec un retard considérable. «La politique monétaire d'aujourd'hui détermine le taux d'inflation d'après-demain.» (*economiesuisse*) (photo caro)

Une innovation: l'«impérialisme autrichien»

Le parti au pouvoir, le SPÖ, s'offre une organisation de jeunesse dont les représentants s'y connaissent mieux en extrémisme marxiste qu'en démocratie. Le fait que cette attitude n'empêche pas de faire carrière est prouvé par l'exemple de l'ancien président des Jeunes socialistes (JS) *Josef Cap* ou de l'ancien président des JS de Vienne *Werner Faymann*, plus précisément de sa «stratégie en chef» *Laura Rudas*. Conformément à la tradition en matière de politique sociale des JS, les représentants de Linz/Römerberg demandent le «droit de séjour pour tous» et «l'abandon de la politique d'asile raciste». Les jeunes espoirs des JS voient la cause de l'afflux de réfugiés de toutes sortes dans le «fonctionnement de l'ordre capitaliste mondial» et dans un «impérialisme autrichien». Aux yeux des JS de Linz/Römerberg, l'impérialisme autrichien apporte sa contribution au maintien de l'ordre capitaliste mondial.

Source: *Interinfo*, février 2011, n° 386

2. La Chine, le Brésil, l'Inde et d'autres pays émergents sont en plein boom. Ils souffrent déjà d'une forte inflation et ont pris des mesures rigoureuses. Ainsi les banques doivent avoir des réserves plus importantes et modérer leurs octrois de crédits. La *Banque centrale chinoise* a déjà relevé deux fois ses taux directeurs. La Corée du Sud et la Thaïlande ont fait de même. Les pays occidentaux achètent une bonne partie de leurs produits industriels dans les pays d'Asie et d'Amérique du Sud. La surchauffe et l'inflation galopante que subissent ces pays renchérisent les biens que nous importons. Nous nous en rendons bientôt compte lors de nos achats.

3. Une guerre monétaire se dessine: Tandis que lors de la crise économique mondiale des années 1930, les différents pays protégeaient leur économie au moyen de droits de douane, un phénomène semblable se produit aujourd'hui avec les monnaies. Ainsi les Etats-Unis affaiblissent le dollar en recourant à la planche à billets, si bien que leurs entreprises peuvent offrir leurs produits et services moins chers sur le marché mondial. En même temps, la FED comble avec l'argent frais les «trous» du budget fédéral et déprécie la montagne de

dettes accumulées pendant des décennies et devenue impossible à rembourser.

Cette politique ne passe pas inaperçue. D'autres banques centrales imitent les Etats-Unis et anéantissent l'avantage de ces derniers dans le commerce mondial. Ainsi, la BCE, grâce à la planche à billets, remplit les caisses vides des pays en crise, dévalue leur monnaie et leur montagne de dettes. Et d'autres pays, dont le Japon, font de même. Quelles seront les conséquences de cette politique?

La confiance dans les autorités monétaires diminue d'une manière générale. Les auteurs de l'étude d'*economiesuisse* arrivent à la conclusion qu'une véritable «guerre monétaire» menace de se produire qui va déclencher dans le monde une pléthore de liquidités et très probablement une inflation au plan mondial dont les conséquences pour les populations seront dévastatrices. Des indices sont-ils déjà perceptibles? Qui paiera la note?

Le taux d'inflation est déjà de 3% en Angleterre et de plus de 2% dans la zone euro. La tendance continue cette année bien que les statistiques officielles soient controversées. Un professeur de l'Université de Fribourg-en-Brigau a calculé l'inflation «ressentie» au moyen d'une méthode qui donne davantage de poids à la hausse des prix des biens de consommation courante. Il a ainsi obtenu pour l'Allemagne un taux presque 3 fois plus élevé que celui des statistiques officielles.

Pour résumer, je renvoie les lecteurs à un article paru dans la «*Neue Zürcher Zeitung*» du 18/1/11, intitulé «Les souffrances des petites gens – Même une faible inflation réduit de manière considérable le pouvoir d'achat de l'argent à longue échéance». L'auteur renvoie notamment à un calcul de la *Bundesbank* selon lequel le dollar a perdu, depuis août 1973, date où a été instauré l'ordre monétaire actuel, 86,6% de son pouvoir d'achat.¹

Les banques centrales sont-elles tenues en laisse par les politiques?

Les banques centrales pourraient mettre un terme à leur politique monétaire extrêmement expansive. Cela ne poserait pas de problèmes techniques mais coûterait très cher aux Etats surendettés car les intérêts plus élevés grèveraient leur budget et freineraient l'économie. Une augmentation de 1% du taux dans la zone euro entraînerait une augmentation de 70 milliards d'euros de charges d'intérêts. Selon l'étude d'*economiesuisse*, on peut douter que les banques centrales soient prêtes à résister à la pression politique et économique exercées sur elles par les gouvernements pour qu'elles continuent de pratiquer le «quantitative easing», voire qu'elles l'intensifient. Le plan «Quantitative easing 2» prend fin le 30/6/2011. *Tom Hoenig*, président de la FED de Kansas City et membre de l'*Open Market Committee*, s'est opposé ces derniers mois à

la politique officielle de la FED. Aujourd'hui, il nous apprend qu'elle envisage de mettre en œuvre un plan «Quantitative easing 3» si la conjoncture économique continue d'être décevante.

Ajoutons un autre facteur: On est frappé par le fait que les plus importantes banques centrales comme la FED, la *Bank of England*, la BCE, la *Bank of Japan* et également la BNS coordonnent leurs politiques monétaires. Certes, il existe des différences, mais ces banques synchronisent leurs politiques monétaires sous la houlette de la FED et de son patron *Ben Bernanke*. Ce dernier a succombé à l'illusion selon laquelle, pour mettre un terme à la crise, il faudrait faire marcher vite et fort la planche à billets. Il se trouve que cette politique ne devrait pas être abandonnée de sitôt. Il n'est donc pas facile pour les autres banques centrales d'adopter une stratégie différente. L'inflation à venir – telle est la conclusion de l'étude d'*economiesuisse* – sera très probablement globale.

Alors, est-ce si grave?

«A longue échéance, nous serons tous morts». C'est avec cet «argument» que l'économiste des années 1930 *John Maynard Keynes* répondait aux voix critiques qui affirmaient qu'à long terme, la politique de désendettement financée par le recours à la planche à billets menait à une impasse. A ce sujet, les auteurs de l'étude d'*economiesuisse* font remarquer pertinemment que «le long terme va pourtant arriver. Et nous ne serons pas tous morts, mais occupés à réviser l'actuelle politique monétaire mondiale.»

Conclusion

Les auteurs de l'étude parviennent à la conclusion suivante:

«Aujourd'hui, les acteurs économiques adaptent beaucoup plus vite que dans les années 1970-1980 leurs anticipations d'inflation aux informations nouvelles. La hausse du taux d'inflation peut par conséquent être plus rapide. Par la suite, les investisseurs veulent voir leurs pertes compensées par des taux d'intérêts plus élevés. La réputation des banques centrales, censées vouloir et pouvoir assurer la stabilité des prix, en souffre et ne fait qu'augmenter les anticipations d'inflation. Il en résulte que les acteurs économiques anticipent des taux d'inflation constamment élevés. La hausse des prix des matières premières se répercute sur l'évolution générale des prix. La spirale prix-salaires, que rien n'annonce actuellement, entraîne des taux d'inflation non seulement plus élevés mais persistants. [...] De nombreux indices parlent malheureusement en faveur de ce scénario inflationniste. Par conséquent, une politique monétaire restrictive des banques centrales visant le retour à la stabilité des prix conduirait à une récession mondiale. La réduction de l'énorme excédent de liquidités global va coûter très cher. Plus on attendra, plus graves seront les conséquences pour l'économie globale.»

¹ www.nzz.ch/finanzen/nachrichten/das_leiden_der_kleinen_leute_1.9130923.html

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2011 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «*Horizons et débats*, Zurich».

La crise économique et ses conséquences humanitaires pour l'Europe

Qu'est-ce que nous apprend le rapport de la Fédération des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge?¹

par Katrin Schulte-Holtey

De grandes parties de la population à travers tout le continent souffrent des conséquences massives de la crise économique. Les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge font office de baromètre socio-économique qui réagit plus vite que n'importe quelles statistiques. Un nombre croissant de personnes, même celles qui normalement ne penseraient jamais à demander de l'aide à une organisation caritative, s'adresse aujourd'hui aux sociétés locales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour y demander du soutien par rapport aux biens de base de nécessité vitale. Beaucoup de sociétés nationales reçoivent des demandes d'argent en espèces pour régler des dettes ou bien payer les factures d'électricité. Les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge luttent pour suivre les appels à l'aide augmentant à un moment où leurs propres ressources sont sous pression. Elles font tout ce qui est possible pour aider les gens dans ces pays face à cette situation nouvelle. Pendant que les gouvernements dépensent des milliards de dollars pour sauver les banques et les structures financières, il y a peu d'indications d'un engagement semblable face à la crise sociale.

Une des conséquences majeures du déclin économique est la baisse de l'emploi. La crise a évincé des millions de personnes de leurs emplois. Rien que dans l'UE, on estime que 21,8 millions de femmes et d'hommes ont perdu leur travail. La jeunesse est spécialement menacée et désespérée ne trouvant pas d'accès au marché du travail. En 2010, 20% des Européens en dessous de 25 ans étaient victimes du chômage des jeunes. Encore beaucoup plus de gens ont perdu leur emploi dans les pays voisins et en dehors de l'UE. En comptant les proches des chômeurs, on peut partir du fait qu'il y a actuellement environ 50 millions de citoyens vulnérables² suite au chômage, uniquement dans l'UE. Et ce chiffre ne comprend même pas ceux qui ne cherchent pas de travail. Les sociétés nationales définissent le chômage comme facteur principal de vulnérabilité, mais également les baisses de salaire, la réduction d'heures de travail, la perte des petits boulots et les changements unilatéraux des contrats de travail comme causes de cette misère qui augmente. Tout cela amène une baisse du pouvoir d'achat des ménages ce qui, dans certains pays, coïncide avec un endettement largement étendu. Cet endettement est souvent lié au financement de l'appartement. Beaucoup de gens ont acheté des maisons et des voitures à l'aide de crédits et craignent, avec la perte du travail, de perdre l'home de leur famille parce qu'ils ne peuvent payer les hypothèques. L'endettement contribue également à l'augmentation de la vulnérabilité. Il apparaît clairement que l'Europe doit donner plus d'aide à sa population pour éviter une situation où la misère sociale s'établit.

Personnes spécialement menacées

Pratiquement tous les pays de la zone européenne sont frappés par la crise. Dans deux ou trois pays les conséquences sont relativement faibles. Beaucoup de pays cependant souffrent des conséquences lourdes: au moins 75% des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sont témoins oculaires des conséquences importantes de la crise économique sur les personnes les plus vulnérables dans les pays respectifs. Les plus menacés sont certains groupes spécifiques qui risquent d'être exclus du marché du travail pour une longue période.

D'après un tiers des sociétés nationales, l'un des groupes les plus vulnérables est celui des enfants et des jeunes. Les jeunes qui ont des difficultés à trouver un travail risquent de tomber dans les mains des trafiquants d'êtres humains (avant tout à l'est) et d'être mêlés à des affaires de drogues et d'alcool et à la cri-



«Pratiquement tous les pays de la zone européenne sont frappés par la crise. Dans deux ou trois pays les conséquences sont relativement faibles. Beaucoup de pays cependant souffrent des conséquences lourdes: au moins 75% des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sont témoins oculaires des conséquences importantes de la crise économique sur les personnes les plus vulnérables dans les pays respectifs.» (photo mad)

minalité. 95% des sociétés nationales désignent le groupe des chômeurs comme le plus menacé. D'après un tiers des sociétés nationales, ce sont avant tout les migrants et leurs familles qui sont spécialement concernées: être migrant est un facteur de risque de vulnérabilité, ce qui coïncide avec la baisse d'envois d'argent des migrants dans leur pays d'origine et la vulnérabilité des migrants eux-mêmes, spécialement des sans-papiers vivant déjà à l'ombre dans les pays hôtes. Pour les migrants, le problème des marchés du travail affaiblis dans leur pays hôtes, dont ils sont de plus en plus exclus, représente tout autant un problème que leur retour dans leurs pays d'origine où un chômage illimité les attend. 30% des sociétés nationales considèrent les personnes âgées également comme spécialement vulnérables. Ils doivent craindre des baisses de leurs pensions, les pauvres ont une marge plus petite de survie ce qui conduit à la privation sociale. D'après 20% des sociétés nationales

Pendant que les gouvernements dépensent des milliards de dollars pour sauver les banques et les structures financières, il y a peu d'indications d'un engagement semblable face à la crise sociale.

de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ce sont les réfugiés et les requérants d'asile qui sont menacés et plus de 60% voient les vulnérabilités déjà existantes s'aggraver avec la crise. Des personnes déjà pauvres, faibles ou marginalisées sont concernées par la crise de façon disproportionnée. Des familles et des familles monoparentales sont confrontées à des circonstances spécialement difficiles. Dans l'UE les petits boulots sont de moins en moins disponibles, ce qui prive les plus faibles de la société de leurs revenus. Des personnes appartenant à des minorités, déjà marginalisées et souvent plus pauvres que la moyenne, sont plus souvent dans la misère. En font partie également des personnes concernées par la violence conjugale ou dépendant d'un accès régulier aux services de santé. Une des sociétés nationales considère la classe moyenne, probablement à cause de l'endettement, comme groupe vulnérable à l'intérieur de l'UE et elle y voit le risque de voir disparaître une couche sociale à l'intérieur de la société.

Aide en denrées alimentaires

Le plus frappant est le fait que plus de deux tiers des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont intégré l'aide en denrées alimentaires dans leur programme pour essayer d'affronter la crise. Même dans un des pays dans lequel le revenu par tête d'habitant compte parmi les dix plus élevés du monde, on a pris en considération des programmes d'aide en denrées alimentaires. Des pays qui comptent parmi les plus riches du monde se trouvent parmi ceux qui ont à supporter de lourdes conséquences de la crise. La situation dans des parties de l'Europe de

l'Est est particulièrement difficile, aussi bien en dedans qu'en dehors des pays de l'UE dans lesquels les gens ont moins de possibilités d'amortir sous forme d'épargne et de fortune, et dont les réseaux de sécurité sont souvent plus faibles.

Conséquences psychosociales et démantèlement des services de santé

La grande majorité des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge rapportent de leurs pays que l'augmentation du chômage et la perte du pouvoir d'achat se conjuguent avec les conséquences des misères psychosociales qui s'ensuivent. Les gens ressentent l'insécurité qui augmente, basée sur le manque de sécurité financière et l'attente d'une période difficile. Avec cela, de plus en plus de personnes sont atteintes de problèmes de santé psychique et intellectuelle. L'abus d'alcool et autres problèmes de santé, l'isolation sociale et le stress augmentent, pendant que les contingents des gouvernements pour le domaine de la santé et autres réseaux sociaux diminuent. Le démantèlement des services de santé dans certains pays et les ressources diminuées au niveau des budgets font partie de l'érosion du bien-être des gens. Le manque d'investissements dans le domaine social signifient un risque d'extension et d'établissement de la pauvreté et de la peur.

L'établissement de la pauvreté

Les conséquences de la crise économique sur les couches sociales, les groupes ethniques et les différentes régions sont réparties de façon inégale. Des vulnérabilités déjà existantes liées à la pauvreté, l'âge, l'ethnie et les migrations aggravent les conséquences. Les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge craignent que les nouvelles vulnérabilités comme le chômage, l'endettement et la marginalisation se durcissent si elles sont négligées et délaissées, qu'elles défavorisent durablement les personnes concernées et que les acquis sociaux du temps de la croissance se perdent. Le danger existe que les vulnérabilités s'établissent dans les structures socio-économiques de certains pays et régions, et qu'elles menacent la cohésion sociale des couches de la population et des groupements ethniques des sociétés à travers l'Europe tant que des mesures spécifiques ne seront pas prises pour sauvegarder un minimum de dignité pour les êtres humains.

Les pays et leur situation: groupes menacés

L'Europe du Sud-est – héritage d'années conflictuelles
Alors qu'une des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de l'Eu-

rope du Sud-est désigne la société entière de vulnérable, pour tous l'impression dominante est que le chômage et la baisse des revenus consécutive, liée au chômage, représentent un facteur majeur. Une autre société nationale estime qu'à peu près un tiers de la population a besoin d'une forme de soutien pour pouvoir garder au moins un minimum de dignité humaine.

Les conséquences immédiates de la baisse d'envois d'argent des migrants travaillant à l'étranger et le retour des migrants dans leur pays d'origine, menacent les familles concernées. Des personnes âgées déjà à la retraite se révèlent comme groupe aux besoins croissants. Le nombre de personnes dans la nécessité qui ont besoin d'aide pour soins à domicile, ou de soupe populaire augmente, pendant que les sociétés nationales craignent de ne pouvoir assurer les demandes.

L'héritage des années conflictuelles et l'instabilité de la région exposent un grand nombre de réfugiés et de réfugiés internes à la vulnérabilité qui s'aggrave avec la crise économique. Les sociétés nationales en Europe du Sud-est rapportent que les prix pour les biens de consommation de base augmentent de façon rapide, ainsi que le chômage. Les gens ont de plus en plus de difficulté à assurer des revenus réguliers. Ces facteurs augmentent encore les difficultés à affronter les défis liés au grand nombre de personnes vulnérables.

Hongrie – Aide en denrées alimentaires et en espèces

La Croix-Rouge hongroise distribue de grandes quantités de denrées alimentaires pour suivre la demande augmentée. De plus en plus de gens demandent du soutien financier pour régler leurs dettes et leurs factures d'électricité.³

Suède et Finlande – chômage des jeunes en augmentation rapide

La Suède a toujours été connue pour son haut degré d'occupation pour les jeunes et faisait partie, à l'intérieur de l'UE, des pays ayant une politique sociale exemplaire. Mais le taux de chômage juvénile a augmenté en 2009 à 9,6%, ce qui représente que la Suède est à la deuxième place du chômage juvénile dans l'UE. Dans les pays nordiques la Suède ne semble pas être un cas isolé: en Finlande, les jeunes sont concernés par le chômage dans les plus hautes proportions: en l'espace d'un an, le chômage des jeunes y a augmenté de 16,5 à 22,6%. Pour pourvoir offrir des conseils aux chômeurs de longue durée dans les domaines de la santé et de l'assistance sociale, 44 centres de santé et d'assistance sociale ont été créés.

Quelque chose semble avoir changé sur le plan des possibilités des Etats-providence nordiques en ce qui concerne les possibilités de créer des emplois pour la jeune génération. Les pays nordiques présumés «intouchables» ont aussi été attirés dans le tourbillon des conséquences de la récession.

Islande – le pays entier victime de la crise économique

En 2008, le chômage a commencé à augmenter et le pays entier est devenu la victime de la crise économique mondiale. Des manifestations et des émeutes sociales en ont été la conséquence. Chaque ménage ordinaire a été concerné et des personnes

qui jamais auparavant n'aurait eu affaire à la société nationale de la Croix-Rouge ont demandé de l'aide. En réaction, le nombre des programmes psychosociaux, installés par la Croix-Rouge a augmenté en flèche, une ligne téléphonique d'urgence 24 heures sur 24 a été créée. De l'aide en denrées alimentaires et du soutien sous forme d'habits sont devenus nécessaires. Les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de la Norvège, de la Suède et de Finlande ont sou-

Décentralisation et responsabilité individuelle sont la meilleure prévention des crises

par William A. M. Buckler, Australie

Au cours des six jours, entre le 7 et le 12 janvier, il est tombé en Australie, dans le secteur sud-est de Queensland, d'où vient le *Privateer*, 880 mm de pluie (36 inches – une moyenne de 6 inches ou 147 mm par jour). C'est presque quatre fois plus que la moyenne mensuelle et plus de 60% du déversement annuel. De nombreuses régions près de chez nous en reçurent encore plus. Dans certaines, on mesura des quantités de 100 mm (4 inches) par heure.

On parla dans le monde entier des conséquences de ces pluies torrentielles. A Toowoomba et dans la vallée de Lockyer (à environ 150 km à l'ouest de Brisbane) un mur d'eau (tsunami) apporta le chaos et des destructions, provoquant la mort de nombreuses personnes et causant de graves dégâts tant pour les particuliers que dans les infrastructures. Mais ce fut l'inondation de Brisbane (la troisième ville d'Australie), ainsi que de sa ville jumelée, Ipswich, qui fit la une des médias. Le soir du 12 janvier, les digues de la rivière Brisbane étaient en passe de se rompre, en amont. Il fallut les ouvrir pour laisser couler l'eau et éviter ainsi de plus gros dégâts. Le résultat en fut une énorme vague qui atteignit presque (mais pas tout à fait) l'ampleur de celle qu'avait connue Brisbane en 1974. Toutefois, les dégâts furent nettement plus grands cette fois-ci, du fait de l'énorme croissance de la ville au cours des 37 dernières années.

«S'agit-il d'un pays brûlé par le soleil?» Pas toujours

En 1904, une Australienne de 19 ans, de la troisième génération, du nom de *Dorothea MacKellar*, vivant en Angleterre, fut prise de nostalgie. Elle prit son carnet de notes et écrivit le texte le plus connu et le plus apprécié de tous les temps sur l'Australie. Ce poème fut publié quatre ans plus tard, en 1908, sous le titre de «Core Of My Heart». La presse australienne ne manqua pas de s'emparer, lui donnant toutefois comme titre «My Country», mon pays. Les Australiens le connaissent cependant depuis des décennies sous le titre «J'aime un pays brûlé par le soleil». Tout un chacun connaît les paroles du début du deuxième verset:

*«J'aime un pays brûlé par le soleil
un pays aux plaines infinies
avec des chaînes de montagnes crevassées
des sécheresses et des pluies diluviennes.»*

Deux aspects n'ont pas changé au cours des cent ans passés depuis que ces lignes ont été écrites. Le climat australien reste un climat particulièrement rude, fait de périodes de sécheresse et d'inondations. Les Australiens réagissent aux conséquences, souvent fatales, qui en découlent avec bonne volonté, courage et ténacité. C'est spontané, indépendamment de l'âge ou de la position sociale; cela se passe sans contrainte et sans aide extérieure.

Il y eut de nombreux changements depuis que ce poème fut écrit. La grande majorité des Australiens vivent dans les villes. De ce fait, ils ne prennent pas de précautions contre le climat, ayant été assurés qu'ils vivent «en sécurité». Et nombreux sont les Australiens qui ont remplacé le souci par la prévision en disant qu'«on va déjà s'en sortir». Ils ne sont toutefois pas les seuls, dans ce bas monde, à réagir de la sorte.

En arrière-plan

En bref, tout le problème se résume au fait que l'administration australienne doit prévoir des mesures pour deux climats totalement opposés. Le développement d'une sécheresse a besoin de temps, normalement des années. Une période de sécheresse peut à tout moment être rompue. La pluie, qui provoque des inondations, arrive brusquement, en quelques heures, suivant généralement les périodes de sécheresse. Il est un dicton chez les anciennes générations d'Australiens, notamment à Queensland, qui dit que «plus la sécheresse dure, plus la pluie sera violente».

Voulant s'assurer que «plus jamais» ne se répéterait une inondation comme celle de Brisbane en 1974, on construisit une digue en amont de la ville, laquelle est séparée en deux par le fleuve. La ville avait déjà une digue pour retenir l'eau, la digue Somerset. La nouvelle digue, Wivenhoe, devait en premier lieu

diminuer les risques d'inondations tels que les connaissait Brisbane, cette ville construite dans une plaine qui a été formée par des inondations.

Au cours de la dernière décennie, le Queensland du sud-est n'avait pas eu à souffrir d'un manque de pluie, en revanche le bassin des deux digues en souffrait. En 2007, le niveau des deux s'était trouvé particulièrement bas. Les contrôleurs politiques des réserves d'eau des deux digues ne s'attendaient donc pas à des inondations. On ne pouvait s'empêcher de considérer les deux digues surtout comme réserve d'eau et moins comme une protection contre les inondations. Un décret attribua à la digue Wivenhoe deux niveaux officiels. Celui à 100% était la réserve d'eau, à quoi s'ajoutaient 100% de capacité supplémentaire pour diminuer les dommages lors d'inondations. Le niveau de la digue atteignit les premiers 100% déjà en mars 2010.

On savait pertinemment qu'il y aurait des tempêtes comme celles qui se déclenchèrent en janvier 2011. Le maire de Brisbane lançait des avertissements depuis des mois, estimant qu'il fallait s'attendre à des inondations. Plusieurs petites villes, situées au nord et à l'ouest de Brisbane avaient déjà été inondées, certaines à plusieurs reprises. Mais, alors que le niveau d'eau de la digue Wivenhoe attei-

Suite page 6

«La crise économique et ...»

suite de la page 4

tenu la Croix-Rouge islandaise pour qu'elle puisse tenir ses engagements.

Italie – nouvelle pauvreté urbaine

La Croix-Rouge italienne reçoit des signaux inquiétants de ses centres d'accueil, avant tout dans les grandes villes, à cause de la pauvreté urbaine augmentant et du besoin croissant d'aide en denrées alimentaires.⁴

Espagne – tendance à la spirale de baisse sociale à l'issue incertaine

En Espagne, ce sont avant tout deux groupes de personnes ayant besoin d'aide qui ont été identifiés: L'un est composé de personnes qui habituellement, aussi en temps de croissance économique, sont aidées par des organisations sociales. L'autre, c'est un nouveau groupe qui se trouve dans une spirale de baisse sociale avec une issue économique incertaine. Le taux de chômage est alarmant; en août 2009 il était, en rapport avec la crise économique, à un niveau de 18,9%: Ceux qui sont concernés sont avant tout des personnes ayant perdu leur emploi, des chômeurs à long terme, des personnes n'ayant jamais fait partie du marché du travail, des personnes aux conditions de travail spéciales, des familles dont la plupart des membres ont perdu leur travail, des personnes handicapées, des personnes qui élèvent seules leurs enfants, avant tout des femmes, des jeunes ayant quitté l'école sans diplôme, des immigrants, avant tout des sans-papiers, des personnes âgées ayant de la parenté à leur charge et des enfants de familles vivant dans des conditions sociales vulnérables. Le chômage des jeunes était, au début de l'année passée, de 40,7%.⁵

Asie centrale – le retour de migrants accable les familles et les communes

En Asie centrale, les sociétés nationales ne se voient pas seulement confrontées à un nombre croissant de personnes cherchant de l'aide pour des besoins fondamentaux de tous les jours, mais aussi aux allocataires de soutien connus comme les patients souffrant de tuberculose, des personnes âgées ou des victimes de catastrophes naturelles qui deviennent vulnérables en raison des revenus diminués des sociétés nationales. Un nombre croissant des migrants rentrés ne trouve pas de travail, ce qui augmente le nombre de personnes menacées et fait croître l'accablement des familles et des communes.

Lettonie – besoins croissants du peuple

L'activité économique en Lettonie continue à se trouver loin en dessous du niveau d'avant la

crise économique. Fin août 2009, l'Etat letton avait déjà dépensé 1,11 milliards de lats lettons sur les 2,08 milliards d'aide financière internationale. Les crédits sont utilisés pour essayer les dettes et les déficits budgétaires du gouvernement et pour promouvoir la stabilité du secteur financier, tandis que le système de santé et le système d'aide sociale sont à peine capables de couvrir les besoins croissants de la population lettonne. La Lettonie avait au 4^e trimestre de 2009 un taux de chômage des jeunes de 41,3%. La Croix-Rouge essaye d'aider, de livrer des habits et de donner de l'aide en denrées alimentaires aux familles.

La situation des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge luttent pour couvrir les besoins croissants et atténuer la misère, pas seulement malgré, mais aussi à cause des moyens financiers toujours plus insuffisants, pour développer et réaliser de nouvelles stratégies en vue de la nouvelle situation. Certaines sociétés élargissent leur offre de programmes de soutien psychosocial, à l'origine développés pour des victimes de catastrophes. Maintenant les programmes sont élargis pour des personnes victimes de la crise économique. De tels programmes de soutien, services de conseil inclus, ont, d'après les sociétés nationales, besoin d'être développés, même si dans la plupart des cas les sociétés nationales en Europe peuvent avoir recours aux programmes d'aide ayant fait leurs preuves pour offrir des services supplémentaires. Les programmes traditionnels sont souvent bien établis et très bien connus des personnes dans le besoin et des partenaires actuels et potentiels. Pour cette raison, ils sont plus durables que les nouvelles initiatives peu expérimentées.

Beaucoup de sociétés soulignent la nécessité de pouvoir donner de l'argent en espèces aux personnes dans le besoin afin qu'elles puissent payer leurs factures de gaz et d'électricité.

Le plus difficile pour les sociétés nationales est le manque de soutien financier en vue du besoin d'aide croissant. Les moyens opérationnels pour pouvoir donner de l'aide huma-

Les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge craignent que les vulnérabilités s'établissent dans les structures socio-économiques de certains pays et régions, et qu'elles menacent la cohésion sociale des couches de la population et des groupements ethniques des sociétés à travers l'Europe tant que des mesures spécifiques ne seront pas prises pour sauvegarder un minimum de dignité pour les êtres humains.

exemple les réseaux des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge entreprennent des efforts considérables pour garder le contrôle de la situation. Des idées nouvelles ou déjà existantes comprennent entre autre aussi des programmes de soutien psychosocial pour des personnes qui souffrent à cause de la crise économique. On s'efforce de soutenir les ménages avec de l'argent en espèces pour que les factures d'électricité puissent être payées et des denrées alimentaires achetées, de sorte que là aussi le manque de moyens financiers représente le problème majeur pour les sociétés nationales.

95% des sociétés nationales doivent prendre connaissance d'une baisse de leurs revenus comme organisation et à peu près deux tiers d'entre elles souffrent d'une chute considérable. C'est spécialement le soutien financier d'entreprises et de sociétés, de leur propre gouvernement et le soutien international qui baissent. En ce qui concerne le soutien individuel il y a différents cas de figures: Plus de la moitié des sociétés parlent d'une baisse de dons qui ne serait cependant pas dramatique. Ce qui est remarquable c'est la générosité de certains individus soucieux d'aider d'autres personnes par leur contribution.

La «Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge» (FICR) est la plus grande organisation humanitaire au monde. La FICR forme, par exemple avec les sociétés nationales et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Le réseau extraordinaire des sociétés nation-

ales, qui comprend aujourd'hui à peu près tous les pays du monde entier, rend possible à la FICR d'atteindre chaque commune. Les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge représentent le travail et les principes du mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Les 186 sociétés nationales relèvent les défis crois-

sants par une adaptation permanente aux situations nouvelles et le renforcement continu de leurs capacités. En 2009 la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge ont donné de l'aide à 44,8 millions d'être humains, et en 2008 encore à 22,8 millions de personnes. Le mouvement représente 97 millions de bénévoles, dont la moitié sont des jeunes qui veulent soulager la souffrance humaine et faire respecter le droit de chaque être humain à une vie dans la dignité et la paix. •

Dons pour la FICR: UBS SA, CH-1211 Genève
BIC: UBSWCHZH80A
Francs suisses: IBAN CH58 0024 0240 C012 8346 0
Euros: IBAN CH62 0024 0240 C057 3530 0

¹ *The economic crisis and its humanitarian impact on Europe. Testimonies from the Red Cross Red Crescent.* Octobre 2009

² «Dans la recherche sur le développement géographique, le concept de la vulnérabilité est utilisé depuis les années 1980 et a subi depuis plusieurs développements. La notion de vulnérabilité est devenue depuis une notion centrale dans la recherche sur le développement et dans la coopération de développement. En principe le concept de la vulnérabilité est un élargissement des concepts traditionnels de la pauvreté. On s'est rendu compte qu'avec la seule pauvreté les problèmes du développement et les crises de société dans le «tiers monde» ne peuvent être décrits suffisamment. La pauvreté – c'est-à-dire le manque d'argent et de biens – est seulement l'une des nombreuses causes et expressions des situations défavorisées dans la société.

En 1989, *Robert Chambers* a présenté une définition de la vulnérabilité qui est davantage que la pauvreté: la vulnérabilité ne comprend pas seulement un manque suite aux besoins insatisfaits, mais aussi un état social marqué par la fragilité, l'insécurité, et le manque de protection. Des personnes et des groupes de population vulnérables sont exposés aux chocs et aux facteurs de stress et ont des difficultés à en venir à bout. Ces difficultés ne résultent pas seulement du manque de ressources matérielles, mais du fait que les personnes concernées sont empêchées de participer en égales au bien-être et au bonheur parce qu'on les prive de soutien ou parce qu'elles ne sont pas incluses dans des réseaux sociaux de façon suffisante. La vulnérabilité ne comprend donc pas seulement une dimension économique ou matérielle (la pauvreté) mais aussi une dimension politique et sociale. Etre vulnérable veut dire être exposé aux facteurs de stress (dimension externe), ne pas pouvoir en venir à bout (dimension interne) souffrir des conséquences du choc et de ne pas le maîtriser [...].» (d'après Wikipedia)

³ En 2010 le quota du chômage des jeunes âgés de 20 à 24 ans en Hongrie était de 25%, celui des 25 à 30 ans de 13%. Beaucoup de jeunes en fin d'étude ne trouvent également pas de travail. Le quota total est de 11%. Source: NZZ du 29/1/11.

⁴ La NZZ du 24/1/11 parle de l'exode de l'élite intellectuelle: Dans la seule année 2009, 42 000 bacheliers ont quitté l'Italie faute de perspectives.

⁵ D'après la NZZ du 10/1/11 ces trois dernières années 200 000 jeunes espagnols hautement qualifiés ont quitté leur pays – nécessairement. Où? Le quota du chômage des jeunes en dessous de 25 ans sans qualification est de 62%.

«Décentralisation et responsabilité ...» suite de la page 5

gnait ses limites, les autorités hésitaient à provoquer un écoulement, et quand ils s'y résignèrent, ce fut trop lent. Quand enfin ils prirent les mesures indispensables pour éviter des inondations, ce fut trop tard.

Comme on avait souffert pendant des années du manque d'eau, ils avaient le réflexe de conserver le plus d'eau possible. Il apparut alors qu'il n'était pas possible de protéger la population de deux dangers opposés par des moyens centralisés. On ne nous a pas dit ce qui se serait passé si on s'en était tenu strictement à la limitation des dégâts dus aux inondations, alors qu'on avait construit la digue Wivenhoe dans ce but. Ce que nous savons, c'est que la réduction de seulement un mètre du niveau d'eau aurait provoqué une différence énorme et que deux mètres auraient permis de réduire le tout à quelques désagréments.

La seule solution valable consiste en une décentralisation – dans le monde entier

La plus grave inondation de la région de Brisbane eut lieu en 1890. Le niveau des eaux fut presque le double de celui de janvier 2011. A l'époque, il y avait une administration centrale restreinte et la prévoyance en matière de réserves d'eau ou de réduction de dégâts en cas d'inondation n'était pas centralisée. En principe, on ne bâtissait pas de maisons dans les régions à risques, mais on en construisait quand même et encore sur des fonds. On procédait dans les bassins à des réserves d'eau en privé, dans des citernes.

Aujourd'hui (et cela déjà depuis des décennies), les réserves d'eau pour les plus grands centres habités d'Australie sont centralisées et gérées par le gouvernement. A Brisbane il pleut suffisamment toute l'année pour satisfaire les besoins, mais presque tout s'écoule par les canaux pour aboutir dans l'océan pacifique. Jusqu'il y a peu, on déconseillait fortement de procéder à des réserves d'eau de façon individuelle. Dans de nombreuses banlieues de Brisbane, presque chaque maison a sa piscine. Mais peu de gens possèdent un réservoir d'eau et l'on conseille à ceux qui en possèdent, de ne pas boire cette eau. On déconseille même de construire de nouveaux réservoirs et de nouvelles digues destinées à réduire les inondations. A la place, le gouvernement australien a établi d'énormes installations de dessalage pour récupérer à grands frais l'eau de pluie qui se perdait dans l'océan.

Comme dans beaucoup de domaines importants de la vie, la solution est d'enlever au gouvernement la «responsabilité». Si la population de Brisbane avait bénéficié de ses propres réserves d'eau, les digues n'auraient pas dû être aussi remplies.

Les directives sont faites pour être violées

Mais pas par tout le monde! Exactement une semaine après les inondations de Brisbane, le Premier ministre de l'Etat de Queensland a annoncé que son gouvernement était en train de mettre en place une nouvelle administration. Cela en accord avec le gouvernement fédéral à Canberra.

Cet organe étatique, appelé *Queensland Reconstruction Authority* (administration de reconstruction du Queensland) se justifie par une loi adoptée par le Parlement. Selon le journal local de Brisbane, le «*Courier Mail*», la nouvelle administration «a pour tâche de régénérer l'Etat». Pour cela, elle a le droit «de contourner la voie bureaucratique habituelle».

Il est étonnant qu'en même temps, de façon fortuite toutefois, *Yahoo* ait publié, une heure avant cette communication, un rapport selon lequel le président *Obama* avait signé le 18 janvier un décret présidentiel. C'était pour préciser les conditions d'une vérification des prescriptions de l'Etat afin de s'assurer que la croissance économique ne soit pas étouffée par un grand nombre de règles.

En Australie, on a besoin d'une loi, pour cela, car le Parlement en produit des douzaines chaque jour. Aux Etats-Unis, la procédure est encore plus simple. Il suffit d'un décret signé du Président. Si on ne tient pas compte de l'évidence – que dans les deux cas il s'agit du piteux aveu que les règlements bureaucratiques et le formalisme n'existent que pour freiner la croissance économique, surtout dans le cas de la reconstruction après des catastrophes – on remarque alors que ces deux nouvelles lois sont la démonstration du fait suivant:

«Nos directives sont faites pour être violées, mais seulement par nous, pas par vous!»

Aujourd'hui (et en réalité depuis longtemps), c'est la réaction automatique des gouvernements, dès lors qu'ils doivent affronter une difficulté quelconque. Les lois adoptées ne sont jamais annulées, ni modifiées. On se contente d'ajouter à une loi existante une nouvelle loi – il n'y a pas d'alternative. La difficulté vient du fait que ces gouvernements s'appuient sur la bureaucratie pour imposer l'application des lois qui se trouvent sur leurs listes. Mais les bureaucraties ne peuvent fonctionner que sur la base de règles et de dispositions. De ce fait, il n'y a pas de place pour l'initiative, ni d'indépendance. Tout doit se passer selon les directives.

C'est le prix à payer par les citoyens de chaque nation lorsqu'on attend du gouvernement qu'il dirige l'économie. Pour y répondre, le gouvernement doit être centralisé et il ne doit pas y avoir, ou très peu, d'obstacles faits pour empêcher le développement d'initiatives, comme c'est le cas dans l'économie de marché. Lorsque le monde politique décrète une loi, il la fait passer pour un bienfait envers la population. Dès lors que la loi est adoptée, elle doit être «appliquée». Et seule la bureaucratie peut s'en charger. Mais une fois que cette bureaucratie est en place, il ne reste, pour la réduire et limiter sa portée, plus qu'à s'en prendre au gouvernement lui-même. Mais comme le démontrent les événements en Australie, aux Etats-Unis et ailleurs, les populations – du moins une bonne partie d'entre elles – n'en veulent pas. Cela ne les dérange pas de se plaindre des bureaucrates, car ils veulent – ou s'imaginent vouloir – bénéficier des services du gouvernement, transmis par les bureaucrates.

«Sans les concours des gouvernements, tout serait encore plus grave!»

C'était le cri de guerre des politiciens et des bureaucrates depuis le début de l'ère moderne d'intervention des gouvernements dans les années trente, dès qu'arrivait une catastrophe naturelle ou causée par les êtres humains du fait de leurs activités irréflechies. Cela s'étend du président *Roosevelt*: «Notre seule crainte, c'est la crainte elle-même», dans les années trente, jusqu'aujourd'hui, sous le président *Obama*: «Yes, we can!» pendant la campagne électorale de 2008. En période d'expansion, le gouvernement prétend en être la cause, mais dès lors que l'économie s'essouffle – phénomène irrémédiable – le gouvernement redouble ses efforts pour retrouver l'expansion.

On a entendu partout dans le monde les mêmes excuses depuis qu'en 2007 l'économie globale s'est mise à «vaciller». Toutes les mesures de sauvetage et de stimulation furent présentées comme indispensables. Toutes les annonces de catastrophes furent suivies de l'affirmation que «tout serait encore pire» si le gouvernement n'intervenait pas de façon démesurée. En réalité, les résultats sont vraiment graves – même si cela n'apparaît pas ouvertement. L'interventionnisme en matière d'économie et de finances s'est développé comme jamais auparavant. L'ennui, c'est qu'on a quelque peine à en voir les résultats.

Voir et ne pas croire

Depuis la fin de l'hiver austral en août/septembre 2010, la population du Queensland est entretenue avec des prédictions selon lesquelles l'été à venir serait très humide. Depuis début novembre, la population de Brisbane avait suivi les nouvelles des inondations dans la plupart des villes situées au nord et à l'ouest de celle-ci. En décembre, ils ont vécu le plus haut taux de précipitations mensuel dont les personnes les plus âgées puissent se souvenir. Finalement, la quantité totale de pluie dépassa, dans la semaine précédant le déluge du 12 janvier, de beaucoup la quantité de décembre. Devons-nous dire simplement que des crues étaient «probables»?

On pouvait soit observer directement tous ces événements, soit les regarder aux nouvelles télévisées, ou les deux à la fois. Lors de centaines et milliers d'interviews que les médias avaient pratiquées, le mot le plus utilisé pour décrire ce que les gens voyaient, était «incroyable». Personne n'était obligé de le «croire» – on le voyait avec ses propres yeux. Et on le faisait. Pourtant, par-dessus tout, presque chaque membre du gouvernement assurait que la population était «en sécurité» et que tout était «sous contrôle».

Lorsqu'on annonça, après six jours de pluies semblables à un déluge, que c'était au tour de la crue de Brisbane-Ipswich, la réaction fut complètement typique. Dans les deux villes, il régna tout de suite un désordre complet de la circulation, car les gens fuyaient de leur travail pour aller à la maison afin de «faire quelque chose». Après des achats de panique, les supermarchés dans ces régions, qui devaient être les plus touchées, étaient complètement vides. Les gens transportaient leurs affaires désespérément au deuxième étage ou même sur les toits.

Après l'inondation (au moins celle-là – selon des prévisions, il devait y avoir encore davantage de pluies), deux réactions principales suivirent. La première fut l'action spontanée de milliers de personnes. Sans aucune instruction ou «surveillance», elles commencèrent à débayer le chaos. Si leur propre terrain n'était pas directement affecté, elles se tournèrent vers les régions touchées et empoignèrent le travail. On ne le leur avait pas demandé, et dans de nombreux, voire la plupart des cas, elles ne connaissaient pas les gens qu'elles aidaient. Elles prenaient tout simplement le travail en main.

Toutefois, pendant que tout cela se déroulait, un défilé encore plus grand se produisit dans les territoires inondés constitué de gens que l'on peut désigner poliment comme badauds. L'administration avait à peine rouvert les routes, qu'elles étaient déjà complètement bouchées par des voitures remplies de gens qui étaient venus «pour voir eux-mêmes». Presque unanimement, ceux-ci répétaient à leur tour cette exclamation: «incroyable!»

«On ne sait jamais»

Les vastes rapports des médias sur ces événements étaient peu intéressants et très prévisibles. Le commentaire public sur ces événements, également disponible sur les médias en ligne, était beaucoup plus intéressant. Beaucoup cherchaient quelqu'un que l'on pourrait rendre responsable. Ici, on attirait l'attention principalement sur le gouvernement et l'administration. Il existe quelques individus disant que vu les pratiques de management de l'eau en cours, le résultat était à prévoir dès le début. En outre, ils font remarquer que toutes les parties qui se trouvent en conflit mutuel et la majorité du peuple ont approuvé ces pratiques.

Il y a aussi des gens qui désapprouvent la mise en cause de la «politique» dans une discussion sur les catastrophes naturelles et qui continuent d'argumenter que personne ne pouvait savoir ce qui se serait passé si l'on avait agi autrement avant le déluge. Pourquoi? Parce qu'on n'a pas agi autrement.

Même si cela ne résonne pas de manière familière à nos oreilles – cela devrait pourtant l'être. Combien de fois n'avons-nous pas entendu les apologistes des bouées de sauvetage visant à aider le système financier global, que l'on ne peut pas savoir si une autre méthode pour la résolution du problème aurait fonctionné, parce que nous n'en avons pas testé d'autres? Ce sont bien sûr les mêmes individus qui maintiennent que, sans l'intervention du gouvernement et des banques centrales, tout serait beaucoup plus grave.

Si l'on ne «peut pas savoir», si une digue aurait fonctionné pour réduire la crue si elle avait été utilisée dans ce but, pourquoi a-t-on construit une digue? Si nous ne pouvons pas savoir si une action déterminée conduit à un résultat déterminé, alors nous n'avons aucune raison d'agir. Si l'on ne peut pas savoir sur la base de techniques longuement éprouvées et de principes scientifiques, alors d'où doit venir notre «savoir» sur une matière aussi ésotérique que l'économie?

Ne crois pas aux princes ou à leurs «experts»

A la fin de son grand ouvrage sur l'économie – «*Human Action: A treatise in Economics*» – *Ludwig von Mises* s'exprime ainsi:

«Celui qui néglige d'examiner le mieux possible tous les problèmes impliqués (même l'interaction obligatoire entre la politique et l'économie), cède son droit naturel volontairement à une élite autoproclamée de superhommes. Dans de telles questions vitales, une telle confiance aveugle dans les «experts», et une acceptation sans critique des mots-clés et préjugés connus, signifient en même temps l'abandon de l'autodétermination et l'approbation de la dominance par d'autres individus. Au point où en sont

les rapports aujourd'hui, il ne peut pas y avoir de chose plus importante pour un être intelligent que l'enseignement de l'économie générale. Celle-ci traite des problèmes fondamentaux de la société; elle concerne chacun et appartient à chacun. C'est l'étude principale et proprement dite de chaque citoyen.»

Dans le contexte de la crue de Brisbane, il existe maintenant un flot inévitable de nouvelles histoires et d'informations «filtrées» sur le management des systèmes de réduction des crues employés pour empêcher le déluge ou l'amoinrir. Comme réponses, il y avait trois aspects. La minorité a simplement constaté que l'ampleur des pluies torrentielles n'a pas pu être prédite à l'avance, et qu'on ne peut rien faire quand la nature influence si gravement les événements. Comme on l'a dit, c'est là heureusement l'opinion d'une minorité.

La majorité des réactions est divisée en deux groupes. Les uns pensent que nous ne pouvons pas savoir ou même pas réfléchir sur ce qui s'est passé avant que les «experts» nous le disent. Les autres se demandent – puisque chacun savait que la pluie allait venir – ce que les «personnes compétentes» ont fait pour s'y préparer?

Pour aucun être vivant, la soumission à la nature n'est une option de survie, encore moins pour les êtres humains. Cependant, un nombre croissant de personnes soutient encore et toujours cette idée. Le fait de s'en remettre aux experts est encore plus difficile à surmonter. En vérité, c'est dans de nombreux, voire la plupart des cas, très dangereux. Nous vivons dans une société très spécialisée. A nous tout seuls, nous ne pouvons même pas mettre à disposition la moindre part des capacités requises pour la fabrication des biens et des services nécessaires sur lesquels nous comptons dans notre existence quotidienne. Le problème est qu'il existe une énorme différence entre les «experts», – qui sont dépendants du fait que nous acceptons volontairement de les payer pour leur prestations de services –, et les «experts» qui sont autorisés par le gouvernement à nous diriger et à nous donner des prescriptions.

Le test de chaque «expert»

La citation ci-dessus provient d'un des plus excellents experts en théorie économique qui n'ait jamais vécu. *Ludwig von Mises* était un grand penseur. C'est un privilège de lire ses œuvres, simplement parce que cela nous donne l'occasion de voir comment un homme arrive à l'essentiel et l'expose avec une très grande précision et l'intégralité des choses. Toutefois, ce même homme a passé la plus grande partie de sa vie à mettre en garde devant la confiance aveugle dans les experts. *Ludwig von Mises* ne se fia jamais aveuglément aux experts. Il se fia à ses propres et presque incomparables aptitudes à parvenir à des conclusions grâce à une pensée raisonnable, et à l'aptitude et la volonté de ses lecteurs à suivre son raisonnement. C'est la meilleure façon d'enseigner – et d'apprendre.

Quand les «experts» font des erreurs

Dans le cas présent en Australie, le résultat a été une inondation désastreuse. De plus, cette dernière offre un enseignement pratique inévitable, parce qu'on peut en voir les conséquences dans le monde réel. Les événements dans les domaines de la finance, de la monnaie et de l'économie ne fonctionnent pas comme ça. La nature n'y prend pas part, ils sont provoqués entièrement par les êtres humains. Le monde physique n'a pas changé pendant les effondrements de 1929 ou de 1987. Le ciel ne s'est pas écroulé et les étoiles non plus n'ont pas changé leur trajectoire pendant le blocage des crédits à la fin de 2008. La nature ne nous a pas prévenu à l'avance et les conséquences n'ont pas occasionné de changements dans l'environnement physique.

Les seuls individus qui ont pu voir ou qui peuvent voir de tels événements à l'avance sont ceux qui ne «négligent pas d'examiner tous les problèmes impliqués à la manière de leurs meilleures connaissances des réalités.»

Les forces qui, dans leur tentative de préserver le système financier et politique faux à la base, en ont perdu le contrôle, sont aussi peu influençables que les forces physiques qui ont immergé Brisbane. La différence est qu'on ne peut pas les voir, mais qu'on doit en repenser tous les aspects.

Source: *The Privateer*, 2011 Volume, Late January Issue – Number 670, p. 1-5

(Traduction *Horizons et débats*)

La Société suisse d'utilité publique – porteuse de l'esprit de paix et d'humanité

ts. Le modèle de la démocratie directe de la Suisse est aujourd'hui étudié à beaucoup d'endroits et suscite un grand intérêt, surtout dans les milieux financiers, depuis la grande crise financière qui a conduit beaucoup de pays au bord de la ruine. Mais pas la Suisse, justement à cause de la participation du peuple aussi en ce qui concerne des projets concrets, elle a su maîtriser la crise – et la maîtrise toujours – de manière étonnante. Lorsque nos voisins, surtout nos voisins du nord, observent notre modèle politique, ils ne doivent pas uniquement prendre en considération nos institutions et procédures comme le référendum et l'initiative. Non, longtemps avant la fondation de l'Etat fédéral en 1848 et avant l'introduction des éléments de démocratie directe à l'échelle des cantons et ensuite de la Confédération, l'esprit et la mentalité ont été formés et vécus. Sans ceux-ci la démocratie directe reste lettre morte. Et c'est pour cette raison et pour éveiller les esprits dans ce contexte intellectuel et émotionnel du modèle Suisse qu'est présentée ci-après une société qui, en 1810 déjà, a vécu cet esprit de démocratie directe: C'était le but de la «Société suisse d'utilité publique» d'encourager le bien et tout ce qui est d'utilité publique, de renforcer l'initiative individuelle et de rassembler des personnalités de provenances, de professions et de croyances diverses. Partant de l'objectif initial de réduire la pauvreté, d'améliorer l'éducation publique et de stimuler le travail industriel, les 200 ans suivant, à peine existait un domaine auquel la société n'aurait pas prêté attention. Un regard dans l'histoire permettra de poser et d'encourager avec empathie les bases du travail en commun aussi ailleurs, ce qui mettra en valeur les instruments de la démocratie directe.

«La promotion, l'encouragement et l'extension de tout ce qui est bien et louable, ce qui est d'utilité publique, ce qui augmente le bonheur du citoyen et de l'être humain en général a droit à l'attention de la société.»

ks. L'histoire de la Société suisse d'utilité publique, active jusqu'aujourd'hui (SSUP)¹ remonte à 1810, lorsqu'environ 70 hommes de 15 cantons ont été invités par le médecin de la ville de Zurich et président de la *Hilfsgesellschaft für den Canton Zürich* [Société d'entraide pour le canton de Zurich], *Hans Caspar Hirzel*, pour fonder une société qui s'engagera à l'avenir pour le bien commun. L'intention de Hirzel était d'aider et de soutenir les gens dans le dénuement, c'est-à-dire les pauvres, les enfants en détresse, les handicapés ou les gens victimes de la guerre ou d'une catastrophe naturelle. Il considérait comme devoir de l'Etat et aussi comme devoir de particuliers de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et les conditions économiques et de pratiquer l'entraide. Avec le rassemblement de personnes intéressées et engagées, le savoir nécessaire devait être réuni et partagé pour trouver des solutions élaborées en commun aux problèmes sociaux et de politique sociale. (En 1813 par exemple, une commission du SSUP s'est occupée de la question de savoir comment aider les habitants du canton de Glaris à sortir de leur misère économique, physique et morale.) Le modèle pour la fondation de la SSUP était entre autre la très active *Gesellschaft zur Beförderung des Guten und Gemeinnützigem* [GGG, Société pour la promotion du bien et de l'utilité publique], fondée par le secrétaire municipal de la ville de Bâle, *Isaak Iselin*, et six autres citoyens de Bâle. «La promotion, l'encouragement et l'extension de tout ce qui est bien et louable, ce qui est d'utilité publique, ce qui augmente le bonheur du citoyen et de tous les êtres humains a droit à l'attention de la société». C'est ainsi que les statuts ont décrit le but de cette société. La GGG a offert des cours, a soutenu des malades, fondé des bibliothèques, une caisse d'épargne, des établissements de bains, des appartements d'ouvriers, des foyers pour les aveugles, les sourds-muets et les vieux et un sanatorium à Davos. Elle a soutenu des gens dans le dénuement et des prisonniers, au XX^e siècle aussi des cours de loisir pour adolescents et étrangers et elle s'est occupée de malades mentaux.



«Allons donc, chers amis et confédérés! Veillons à prendre toujours la voie qui répand la vérité et la lumière autour de nous [...]. Mais ne laissons pas notre zèle devenir trop frénétique, ni notre ambition de goûter les fruits de notre semence; mais que notre activité reste douce et réchauffante comme le soleil, et que la vérité se déploie de manière inaperçue, comme la lumière du jour réveille les bourgeons des plantes, et qu'avec nos efforts de créer de bonnes graines pousse aussi peu de mauvaise herbe que possible.» (Johann Caspar Zellweger, 1823) (photo haro)

Les membres de la Société suisse pour l'utilité publique fondée par Hirzel et ses amis se sont réunis plusieurs jours par an pour des conférences et des discussions qui ont été publiées par la suite. On a aussi aidé concrètement, par exemple en coordonnant la récolte des moyens pour le soutien des gens dans la misère après les intempéries de 1834 qui avaient fait des ravages dans les cantons des Grisons, du Tessin, du Valais et d'Uri.

L'aide pratique

Le banquier zurichois *Johann Rudolf Schinz* a été le successeur de Hirzel, décédé en 1817. Sous Schinz, le nouveau principe de travail de la SSUP était de poser des questions et chercher les réponses. Pour l'assemblée annuelle des membres, une question soigneusement réfléchie et formulée était posée et les membres pouvaient y répondre par écrit. Voilà un exemple de 1836: «Quelles sont en général les conséquences de l'introduction du système bancaire dans un pays du point de vue commercial, de l'économie nationale et de la morale? Est-ce qu'elles représentent un besoin pour un pays à l'intérieur de l'Europe, comme la Suisse dont les produits fabriqués sont les seules choses à livrer à l'économie mondiale [...], et qui de plus n'a pas de dette nationale et pas de commerce d'actions d'Etat? [...] Quels établissements bancaires et quel organisme seraient les plus adaptés pour nous et quelles relations auraient-ils avec les gouvernements?» Les résultats des contributions envoyées étaient lus lors de l'assemblée. C'est une manière de travailler que la SSUP a maintenue jusque dans les années 1870. Tandis qu'au début l'accent était surtout mis sur les discussions en commun, on a participé de plus en plus à l'entraide pratique vers la fin du siècle.

Dès le début, le réseau dans toute la Suisse des membres de la SSUP a eu des conséquences positives. Cela a certainement contribué à la multitude des points de vue dans les discussions et à la créativité, et au large impact de ses activités. Après 1820, la SSUP s'est développée vers une société grandissante et de plus en plus ancrée dans tout le pays. Elle était une société politiquement et confessionnellement neutre et offrait à ses membres un forum de discussion dans lequel ils pouvaient échanger leurs expériences et discuter différents thèmes, un lieu de rencontre très apprécié. On se retrouvait avec l'objectif commun de contribuer «au bien-être intellectuel et matériel de la population suisse». Des personnages de tous bords se sont retrouvés ici, des Suisses alémaniques, des Romands, des protestants et des catholiques, des habitants des villes et de la campagne qui, animés par le respect mutuel, ont acquis ensemble et dans une ambiance de respect mutuel du savoir dans les grands débats. Ce savoir ils l'ont ensuite transmis sous forme de conseils ou réalisé de leur propre initiative dans des projets concrets, servant le bien commun. La lutte contre la pauvreté, l'éducation et la formation ainsi que les industries étaient les thèmes principaux du XIX^e siècle, qu'on a discutés dans de nombreuses discussions.

«La société s'est donné un triple objectif, la baisse de la pauvreté, l'amélioration de la formation populaire et l'augmentation du travail assidu dans les industries – et elle ne pouvait pas mieux formuler son objectif de vouloir faire disparaître les maux les plus importants de la société.» (Christoph Bernoulli, 1872)

Combattre la pauvreté par la formation

Lors de l'assemblée annuelle de 1823, le commerçant en textiles de Trogen, *Johann Caspar Zellweger*, a introduit l'idée de combattre la pauvreté par la formation, mais l'encouragement au savoir ne devait pas exclure la morale et la moralité. Il a indiqué que le commerce et l'industrie ne peuvent avoir du succès qu'en relation avec un certain niveau de formation, enseigné dans de très bons établissements d'apprentissage. «Allons donc, chers amis et confédérés! Veillons à prendre toujours la voie qui répand la vérité et la lumière autour de nous. [...] Mais ne laissons pas notre zèle devenir trop frénétique, ni notre ambition de goûter les fruits de notre semence; mais que notre activité reste douce et réchauffante comme le soleil, et que la vérité se déploie de manière inaperçue, comme la lumière du jour réveille les bourgeons des plantes, et qu'avec nos efforts de créer de bonnes graines pousse aussi peu de mauvaise herbe que possible.»

A partir de 1828, la SSUP s'est toujours rassemblée à des endroits différents pour renforcer les liens et la cohésion nationale. Ainsi, 25 des 172 assemblées de la SSUP ont eu lieu en Romandie, ce qui a rencontré une grande résonance: «Grâce aux assemblées de la Société suisse d'utilité publique dans notre voisinage, nos bonnes relations à la Suisse, qui ont souvent été perturbées contre notre volonté, ont pu être améliorées de façon réjouissante», a dit quelqu'un après une assemblée à Lausanne en 1857. Et «en choisissant Lausanne comme lieu de leur assemblée de 1857, la Société suisse n'a pas seulement honoré le canton de Vaud, mais aussi toute la Suisse romande.» Les conférences étaient publiques, ainsi l'on pouvait mieux se faire entendre. En outre, à la fin de ces assemblées se trouvaient souvent de nouveaux membres.

Renforcement de la pensée humaine

Dans les années 1830, sous l'influence de la SSUP, des associations de femmes ont été fondées, qui se sont occupées de l'éducation et de la formation de la jeunesse féminine. Jusqu'à la moitié du XIX^e siècle, il y avait déjà 1030 associations féminines d'utilité publique. La SSUP a encouragé la fondation d'autres sociétés d'utilité publique dans d'autres cantons.

Dans les années 1840 mouvementées, la SSUP est devenue un lieu où les adversaires politiques mettaient le dialogue au centre. La SSUP est devenue la porteuse d'un esprit de paix et d'humanité: «La Société suisse d'utilité publique est le lien affectueux qui resserre entre eux les Confédérés, lorsqu'à cause des conditions politiques ils se sont momentanément éloignés les uns des autres, pour

apaiser les esprits dans le but commun du bien des êtres humains, et pour se réchauffer et se réunir à nouveau», dit le membre de la SSUP et Landammann glaronais *Kosmos Blumer* en 1843. Et en 1846, *Wilhelm Naeff*, Landammann de Saint-Gall, dit: «En des périodes politiquement mouvementées, cela fait du bien de voir réunis des hommes de différents mouvements politiques». On voulait contribuer au renforcement de la conscience nationale et de l'idée humanitaire.

En 1859, la commission centrale de la SSUP a décidé d'acheter le Grütli pour le mettre à la disposition de la Confédération helvétique. Lors de l'assemblée générale de 1859 on a décidé: «Le Grütli sera [...] transmis aux autorités de la Confédération comme propriété nationale inaliénable, à la condition que l'administration de ce bien soit confiée à la SSUP, sous la haute surveillance du Conseil fédéral, et qu'un excédent éventuel de son rendement soit laissé à cette société pour des objectifs d'utilité publique.» (22 cantons, dont tous les cantons romands, y ont contribué par leurs dons, allant de 391 francs pour le canton d'Unterwald à 13 741 francs pour le canton de Zurich.)

Utiliser les dons pour l'utilité publique

En 1862, a paru pour la première fois le «Journal suisse pour l'utilité publique», publié par la SSUP, dont le premier rédacteur et futur président de la SSUP était le jeune pasteur *Johann Ludwig Spyri*. Là, la discussion des assemblées devait être poursuivie sous une autre forme.

En 1888, la Société d'utilité publique des femmes suisses a été fondée, qui s'est d'abord occupée de la formation ménagère.

A partir du milieu du XIX^e siècle, des legs ont été confiés à la SSUP, qu'elle devait administrer soigneusement. Un premier grand legs vint d'*Alois Jütz* (1786–1848) qui avait disposé dans son testament de soutenir la formation d'enseignants dans le canton de Schwytz. Au milieu des années 1850, la SSUP a pu y ouvrir le premier séminaire. Des dons, les cotisations des membres et des legs ont donné à la SSUP un large éventail de possibilités pour le soutien de projets d'utilité publique. Cependant on ne voulait pas courir le danger d'administrer simplement les moyens et de garder la fortune, mais l'on s'est efforcé de distribuer les dons au profit de tous: «Nous savons bien qu'accumuler des richesses ne doit jamais être l'objectif des sociétés d'utilité publique. Il ne s'agit pas de cela, mais de l'administration pour l'utilité publique.» (Otto Hunziker, 1897) Il est à noter que la SSUP a toujours soutenu le plus grand nombre possible de projets avec de petites sommes. En 1930, en tout 24 requêtes ont obtenu des soutiens financiers, toutes dans un cadre modeste, et 50 ans plus tard plus du double. Seules des institutions d'utilité publique étroitement liées à la SSUP recevaient de grandes sommes: la *Schweizerische Landeskongress für soziale Arbeit* (LAKO) [Conférence suisse pour assistants sociaux], *Stiftung schweizerischer Ferienheime «Für Mutter und Kind»* [Fondation foyers de vacances pour la mère et l'enfant], *Zentralauskunftsstelle für Wohlfahrtsunternehmungen* (ZEW) [Renseignements généraux sur les entreprises de bienfaisance] et la *Pro Juventute*. L'année d'après, d'autres requêtes obtenaient de l'argent, de sorte que toutes les régions linguistiques et avant tout des projets agissant dans toute la Suisse pouvaient être aidés comme par exemple la *Schweizerische Volksbibliothek* [Bibliothèque populaire suisse], *Schweizerischer Zentralverein für Blindenwesen* [Union centrale suisse pour le bien des aveugles], *Schweizerischer Fürsorgeverein für Taubstumme* [Association suisse pour l'aide aux sourd-muets], *Nationaler Verband gegen die Schnapsgefahr* [Association nationale contre le danger de l'eau de vie] et le *Schweizerischer Verband für Berufsberatung und Lehrlingsfürsorge* [Association suisse pour l'orientation professionnelle et l'aide aux apprentis], *Soziale Frauenschule Zürich* [Ecole sociale pour femmes à Zurich] *Schweizerische Stiftung für Gemeindestuben und*

Un clou chasse l'autre

L'usine de clous de Winterthur, témoin de la culture industrielle suisse

par Eliane Gautschi

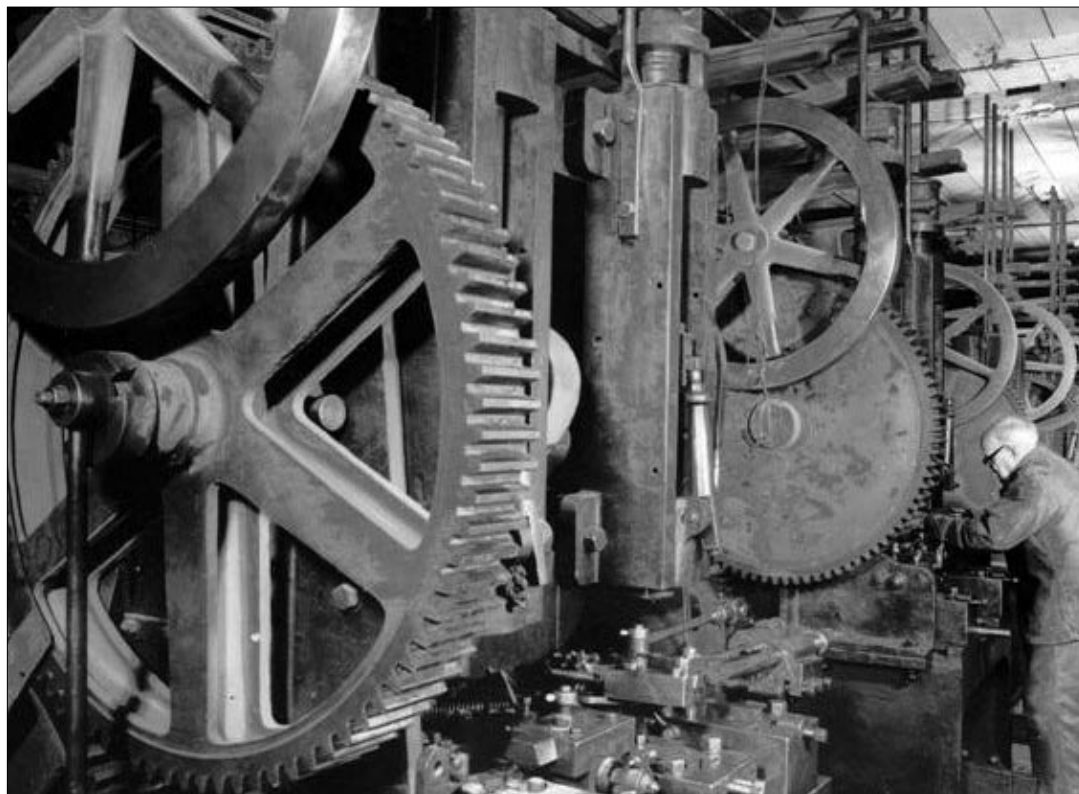
Dans notre vie quotidienne, les clous sont de petits auxiliaires utiles. Mais presque personne ne se demande comment on les fabrique. Comme beaucoup d'anciens artisans, le métier de cloutier a plus ou moins disparu et l'on connaît assez mal la fabrication industrielle des «pointes de mouleurs». Une visite de l'usine de clous de Winterthur permet de faire connaissance avec cette tradition artisanale et industrielle. C'est l'occasion pour les personnes intéressées d'apprendre beaucoup de choses sur l'histoire industrielle de la Suisse. L'histoire industrielle de la petite ville de Winterthur témoigne de la manière minutieuse et efficace avec laquelle les générations passées ont utilisé les ressources du pays. Ainsi la Suisse a pu rester souveraine politiquement et économiquement.

Une culture industrielle suisse historique et moderne à la fois

Vis-à-vis de la gare de Grütze, à Winterthur, se dressent les bâtiments – qui ne paient pas de mine – de la seule usine de clous qui existe encore en Suisse. Elle est la propriété de l'entrepreneur H. Gratwohl. En 1970, il existait encore sept usines de clous mais elles ont fermé peu à peu. La production a été délocalisée dans des pays qui produisent à bon marché. Témoin de la culture industrielle suisse, la *Nagelfabrik Winterthur*, appelée familièrement *Nagli*, fabrique depuis 1895, avec des tiges de fer, des «pointes de mouleurs de qualité suisse». Une large gamme de 200 produits garantit aujourd'hui la survie de l'entreprise. La première usine de 1895 est presque restée telle quelle jusqu'en 2000. Alors elle aurait dû faire place à des équipements plus modernes. Entre 2000 et 2004, les machines historiques ont été restaurées sous la direction d'Hans-Peter Bärtschi. On a repris des vieilles machines des usines fermées. A l'initiative de la société *Arias-Industriekultur*, elles ont été inscrites au patrimoine jusqu'en 2030. Ainsi un bien culturel important a été conservé. Des membres de l'association *In-Bahn* feront, jusqu'en 2015 au moins, la démonstration des machines, donnant ainsi un aperçu intéressant de la production historique et moderne des clous. La poursuite des activités dépendra du financement.

Des tiges aux clous

Un bruit assourdissant règne dans l'ancien atelier de l'usine de clous. On y respire une odeur d'acier de plus de 100 ans. Dans cet atelier datant de 1895 sont installées des machines qui datent en partie de la même année. Ce sont des machines horizontales et verticales qui exécutent rythmiquement toutes



Machines à fabriquer des clous à l'usine «Nagli» de Winterthur. Depuis 1895, on produit ici des «pointes de mouleurs de qualité suisse». (photo mad)

les phases de la fabrication. Deux systèmes de transmission indépendants font marcher les machines. Des moteurs électriques séparés servent de source d'énergie centrale. Un de ces systèmes fait tourner encore aujourd'hui la plus ancienne installation, les cinq machines verticales de 1895. Elles sont mues par des courroies en cuir. Un mécanisme d'alimentation et des planches à ressorts en font partie. Le maniement des machines est une affaire très délicate. Pendant 65 ans, Arthur Paul en fut le maître. Il connaissait «ses» machines dans tous leurs détails et transmet son savoir jusqu'à un âge avancé.

Les étapes de la production d'un clou sont toujours les mêmes. Le fil laminé est étiré par la tréfileuse jusqu'à ce qu'il ait l'épaisseur voulue. Alors commence l'usinage proprement dit. Grâce à la machine horizontale, la «grand-mère», le fil métallique est tiré d'une grande bobine à l'aide de rouleaux dresseurs puis redressé.

L'extrémité du fil métallique est tenue dans des mâchoires de serrage et un marteau vient l'écraser pour former la tête. Le fil avance la tête la première jusqu'à sa longueur définitive puis des couteaux spéciaux coupent le fil et forment la pointe de diamant typique. Le clou fini tombe dans un récipient collecteur.

Le processus de fabrication, facile à comprendre même pour un profane, séduit par sa «simplicité», sa logique et sa transparence.

Avant d'être emballés, les clous doivent être acheminés vers les bacs de nettoyage où ils sont polis avec un mélange de pétrole et de sciure. Ensuite, on les range dans des boîtes brunes ornées d'un clou rouge portant la croix suisse prêtes à être vendues.

Le grand art du forgeron

Les clous n'ont pas toujours été fabriqués par des machines. Avec beaucoup d'habileté et de force musculaire, les cloutiers ont produit jusqu'au milieu du siècle dernier une grande variété de clous. Ainsi, juste après la Seconde Guerre mondiale, l'artisanat cloutier était florissant dans la vallée de Sulz en Argovie. On fabriquait essentiellement des clous de chaussures pour l'armée. Cette activité fut le revenu principal ou accessoire bienvenu de nombreux habitants, jusqu'à 80 personnes. Après la Guerre, cette activité disparut rapidement. Avec le début de l'ère des machines et le passage aux semelles de caoutchouc dans l'armée suisse, les clous forgés à la main ne furent plus demandés. Les cloutiers durent poser leur marteau et chercher une autre source de revenus. Aujourd'hui le métier de cloutier a presque disparu.

Les visites guidées de la «Nagli» permettent de bien connaître cet artisanat vite oublié. Dans une annexe est installée une forge à clous. Le matériau brut, de longs fils carrés d'un fer solide sont portés à incandes-

cence dans la cheminée. Ensuite le fragment métallique est façonné en pointe sur l'enclume puis placé dans le trou d'un dispositif spécial et le cloutier aplatit le bout de la tige avec son marteau. Il faut beaucoup d'habileté et d'expérience pour faire de beaux clous. Les cloutiers en fabriquaient 600 à 800 par jour. Aujourd'hui, les machines modernes en produisent le même nombre en une minute.

Bien culturel et savoir-faire artisanal pour enfants et adolescents

Beaucoup d'enfants et d'adolescents ont aujourd'hui peu d'accès aux entreprises artisanales et connaissent mal la production d'objets quotidiens. C'est pourquoi les visites guidées de la «Nagli» transmettent un savoir important aux générations futures. L'année dernière, sous la devise «Nageln mit Köpfchen – Von der Fabrik zum Vogelhäuschen», beaucoup d'enfants du canton de Zurich ont pu participer à un atelier très bien conçu. Après la visite guidée de l'usine de clous, ils ont appris, dans une partie pratique, beaucoup d'astuces concernant le maniement des grands et des petits clous. Ils se sont exercés à planter divers clous bien droit et à les retirer avec des tenailles. On a pu ainsi élire le meilleur planteur ou la meilleure planteuse de clous. Finalement, ils ont appliqué le savoir-faire acquis en confectionnant une volière. Ce cours a été enrichissant à plusieurs égards: à côté de l'acquisition d'une habileté et de l'accès à une tradition artisanale très importante, ils ont pu élargir leurs connaissances de l'histoire industrielle de notre pays.

Sources et bibliographie:

Silvia Tramonti und Sylvia Bärtschi. *Die «Nagli» Winterthur – Nägel aus 100-jährigen Maschinen*. dans: IN-KU 8. September 1993.

Hans-Peter Bärtschi. *Industriekultur Band 2: Kanton Zürich. Unterweg zu 222 Schauplätzen des produktiven Schaffens. 8 Exkursionsrouten, Objekte nach Branchen, über 600 Pläne und Fotos*. Rotpunktverlag, Zürich 2009.

www.nagli.ch, www.sulz.ch

(Traduction *Horizons et débats*)

Visites guidées de la «Nagli»

Il s'agit d'un parcours à travers la riche histoire industrielle de la ville de Winterthur. Les visites ont lieu le premier samedi du mois, d'octobre à mai, à 10 et à 11 heures. Elles durent une heure. Le billet coûte 12 francs pour les adultes et 10 francs pour les adolescents. Il est gratuit pour les enfants.

Lieu de rendez-vous: Schweizerische Nagelfabrik, St. Gallerstrasse 138 (vis-à-vis de la gare Grütze de Winterthur)

«La Société suisse d'utilité publique ...» suite de la page 7

Gemeidehäuser [Fondation suisse pour les maisons de commune] avec des restaurants sans alcool, la *Propagandakommission für Schweizerobst* [Commission de propagande pour les fruits suisses], la *Studienkommission für Mindererwerbsfähige* [Commission d'étude pour les personnes à faible revenu] et la *Schweizerische Taubstummenanstalt* [Institution suisse pour les sourds-muets].

Des débats suivis par des actes

Le directeur de l'office de la jeunesse zurichois, Robert Briner, a énuméré lors d'une assemblée de la SSUP en 1932 les avantages de la bienfaisance privée et a caractérisé comme suit la façon de travailler de la SSUP: «Comme avantages les plus importants, nous citons la grande liberté dans la détermination de ses devoirs, dans le choix de ses méthodes de travail et dans l'utilisation de ses moyens. Pour cette raison, la SSUP a le bonheur de pouvoir agir en pionnière. Qu'un philanthrope clairvoyant découvre une misère, un maillon manquant dans le réseau des mesures sociales, une possibilité quelconque d'apporter de l'aide efficace, sans délai, il peut y engager alors les moyens qui lui semblent être les bons, il peut essayer de nouvelles voies, expérimenter et donner ainsi à la bienfaisance publique à la traîne des buts et une direction.»

Le nombre des membres de la SSUP a beaucoup augmenté suite à la Première Guerre mondiale.

Au cours du siècle passé, la SSUP a souvent participé à la création de diverses fondations très importantes qui existent jusqu'à nos jours (*Pro Juventute* 1912, *Pro Senectute* 1918, *Pro Familia* 1942, *Pro Mente Sana* 1978). La SSUP a encouragé une rencontre de toutes les organisations de bienfaisance privées, ce qui a conduit en 1932 à la *Landeskongress für soziale Arbeit* (LAKO), qui s'est occupée au départ de la coordination de l'aide aux réfugiés.

L'étendue et l'intensité des débats, la multitude des questions et des thèmes qui ont été discutés au sein de la SSUP pendant toutes ces années depuis sa fondation, l'engagement de beaucoup de personnalités, qui distinguent les membres de la SSUP, et la richesse de leurs idées apparaîtront clairement si nous citons ici brièvement quelques exemples. La plupart du temps, ce furent des débats suivis par des actes, des exemples pratiques et créatifs d'actes responsables et humanitaires qui eurent des conséquences bienfaitrices à travers les générations pour d'innombrables êtres humains:

Sur le fond d'un humanisme conscient

Depuis les années 1930, les questions de la jeunesse, de la pauvreté et de la criminalité ont toujours été discutées ainsi que la responsabilité de la famille, de la bienfaisance pri-

vée et de l'Etat pour l'éducation des enfants et des adolescents. La SSUP est devenue la fondatrice d'institutions plus humaines pour des adolescents livrés à eux-mêmes et criminels. En Suisse, entre 1810 et 1890, ont été créées un grand nombre d'institutions d'éducation et de rééducation. En 1835, une commission a été introduite à la SSUP qui s'est occupée de la formation d'instituteurs pour les pauvres. D'autres discussions ont eu lieu au sujet du droit pénal des mineurs, l'assistance sociale pour les jeunes, la protection des enfants et des femmes, une assurance pour les dommages élémentaires, des caisses d'entraide, des assurances individuelles et des assurances sociales, le soutien pour la «Fondation pour la vieillesse» (1918), plus tard *Pro Senectute*, la loi sur l'AVS, la fondation de la *Schweizerischen Familienschutzkommission zur Unterstützung der Familie* (1932) (Assemblée annuelle 1922: «Que peut faire la SSUP pour la famille?»), et une exposition itinérante au sujet des «Soins de la vie de famille» (1946), réalisation de «Semaines pour la famille», l'installation de maisons de commune sans alcool, la promotion du cinéma populaire et de l'épargne, l'installation d'universités populaires, la publication de brochures sur des thèmes divers, la promotion de vacances familiales et l'entraide à une époque de manque de relations en augmentation. En 1977, Thierry A. Freivogel a formulé lors d'une conférence publique les devoirs actuels de la SSUP de la manière

suivante: «Capitulation devant l'intérêt personnel? Jamais! Celui qui se résigne devant l'agitation des temps, celui qui n'est pas prêt à laisser participer des autres à la beauté de ce monde, celui qui n'arrive pas à se contenter de moins pour que d'autres puissent se procurer le strict nécessaire, celui qui capitule devant le manque d'orientation de l'Occident moderne, celui-là s'abandonne lui-même. Car il passe à côté des seules choses qui comptent finalement. [...] Ce n'est pas le devoir de la SSUP de faire de l'aide au développement, de faire de la recherche scientifique ou même de faire de la politique. Mais c'est son devoir d'aider à faire reposer toute notre activité, de quelque façon qu'elle se présente individuellement, sur le fond d'un humanisme conscient.» Au début des années 1990, la SSUP s'est occupée entre autre de la question: Qui s'engagera à l'avenir pour l'utilité publique?

Trois exemples qui présentent le travail de la SSUP de manière impressionnante seront publiés dans les prochains numéros d'*Horizons et débats*. Ils sont exemplaires pour les innombrables activités dont la communauté a pu bénéficier au cours des deux derniers siècles grâce aux travaux de bienfaisance bénévoles des membres de cette association.

¹ Cf. la première parution «Freiwillig verpflichtet. Gemeinnütziges Denken und Handeln in der Schweiz seit 1800», Beatrice Schumacher, Editions Neue Zürcher Zeitung, Zurich 2010. Toutes les citations sont extraites et traduites de cette œuvre.